

Arrêté préfectoral du **20 FEV. 2025** autorisant l'exploitation d'une installation de méthanisation située sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN (76740) par la société BIONORROIS dont le siège social est situé ZAC des Champs de Lescaze – 47310 ROQUEFORT

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu la directive européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991 dite directive « Nitrates » définissant les modalités de lutte contre la pollution des eaux provoquées ou induite par les nitrates à partir des sources agricoles, et l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2018 établissant le programme d'action régional en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu la directive européenne 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le code de l'environnement, notamment le livre V ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret 2022-1379 du 29 octobre 2022 relatif au régime juridique applicable au contentieux des décisions afférentes aux installations de production d'énergie à partir de sources renouvelables (hors énergie éolienne) et aux ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n°2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

- Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 autorisant la société BIONORROIS à exploiter une installation de méthanisation située sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN (76740) ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2024 accordant un permis de construire modificatif (PC07622722200004M01) pour le site situé à FONTAINE-LE-DUN ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2024 autorisant l'ouverture et l'organisation d'une participation du public par voie électronique du 12 novembre au 27 novembre 2024 inclus sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN et des communes de la Seine-Maritime concernées par les modifications ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2025 accordant un permis de construire pour la construction d'un silo de stockage déporté de 5 000m³ de digestat brut sur la parcelle ZA n°1 de la commune de DROSAY (PC07622124D0002) ;
- Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la région Normandie (dont le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la Normandie fait partie), le Schéma de cohérence territoriale du pays Plateau de Caux Maritime et les documents d'urbanisme de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre et de la commune de FONTAINE-LE-DUN ;
- Vu les avis favorables des maires des communes d'ENVRONVILLE le 7 août 2024, d'HEUGLEVILLE SUR SCIE le 29 août 2024 et de SAINT-OUEN-LE-MAUGER le 11 juillet 2024, pour la mise en œuvre de stockages déportés (en fosse béton aérienne ou lagune) de 5 000 m³ de digestat sur leur territoire ;
- Vu la demande du 31 juillet 2024, complétée le 12 août 2024 et le 26 septembre 2024 présentée par la société SAS BIONORROIS, dont le siège social est situé ZAC des Champs de Lescaze – 47310 ROQUEFORT, sollicitant des modifications des conditions de son autorisation d'exploiter une installation de méthanisation située sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN (76740) ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à 32 du code de l'environnement et notamment l'avis du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS 76) du 2 octobre 2024 ;
- Vu l'avis du service en charge des routes départementales du département de la Seine-Maritime des 31 mai 2024 et 13 janvier 2025 ;

- Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans la commune de FONTAINE-LE-DUN et dans les 23 communes de Seine-Maritime concernées par les modifications ;
- Vu la publication en date du 29 octobre et 1^{er} novembre 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;
- Vu les observations formulées dans le registre numérique de la consultation publique et le rapport de synthèse de la participation du public par voie électronique du 22 janvier 2025 ;
- Vu la réponse du 6 décembre 2024 du porteur de projet aux observations portées aux registres de la consultation publique ;
- Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu le rapport et les propositions du 11 février 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite au demandeur le 14 février 2025 ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 14 février 2025 ;

CONSIDÉRANT :

que la société BIONORROIS est autorisée à exploiter une installation de méthanisation située sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN ;

que le site prévoit d'élargir les horaires d'ouverture au samedi pendant la période de campagne de betteraves de la sucrerie voisine CRISTAL UNION, principal livreur de pulpes de betteraves en activité le samedi ;

que le site prévoit d'élargir le périmètre géographique de la provenance des autres matières admises (sous-produits d'abattoir et autres sous-produits et déchets) au département de la Seine-Maritime, et pour les 10 % en provenance d'industries agroalimentaires, aux départements suivants du Calvados, de l'Eure, de l'Oise, de la Somme, du Val d'Oise et des Yvelines ;

que le principe de proximité reste respecté ;

que le site prévoit de traiter les eaux de process (avant traitement interne) de la sucrerie voisine, pour répondre au besoin en apport de liquide constant dans le process de méthanisation tout au long de l'année ;

que les modifications constructives des installations sur le site de FONTAINE-LE-DUN ont fait l'objet d'un permis de construire modificatif et permettent de garantir le nouveau volume de rétention du site de 25 100 m³ en tenant compte de l'ajout d'une cuve de stockage de 7 500 m³ ;

que du fait de la suppression de la micro-station d'épuration interne des eaux pluviales souillées et du bassin de stockage des jus de betteraves de 500 m³, ces effluents peuvent être injectés directement dans le process de méthanisation ;

que le déplacement de la réserve incendie et du poste d'injection de biogaz ont fait l'objet d'un avis favorable du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;

que le site prévoit une micro-station autonome pour traiter les eaux sanitaires des bureaux pour palier l'impossibilité de se raccorder sur le réseau d'assainissement collectif ;

que le bassin d'eaux pluviales est désormais un bassin étanche, suite à la demande de la DDTM lors de l'instruction du permis de construire ;

que la société BIONORROIS est autorisée à stocker des digestats liquides bruts pour un volume total de 67 050 m³ ;

que l'exploitant prévoit, pour compenser le manque de certains de stockage de digestats déportés initialement prévus, d'installer une nouvelle cuve de stockage de 7 500 m³ sur son site de FONTAINE-LE-DUN ;

que le présent arrêté impose que le fonctionnement et la conduite de l'installation soient pilotés de manière à ne jamais produire de digestat qui ne pourrait être stocké pendant la période nécessaire avant épandage, en tenant compte des périodes où l'épandage est impossible ;

que, par ailleurs, l'exploitant prévoit de déplacer la torchère du site de méthanisation et que l'actualisation de l'étude des effets de surpression transmise à l'inspection le 11 février 2025 ne modifie pas les conclusions de l'étude de danger initiale : les effets létaux significatifs, les effets létaux et les effets irréversibles restent contenus à l'intérieur des limites du site ;

que ces modifications ne sont pas soumises à évaluation environnementale ;

que ces modifications ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

que ces modifications n'entrent pas dans les seuils quantitatifs et les critères fixés par le ministre chargé de l'environnement ;

que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner de nouveau danger ou inconvénient par rapport à la situation actuelle ;

qu'en conséquence, en application de l'article R. 181-46 I du code de l'environnement, les modifications projetées ne sont pas regardées comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 du même code, mais peuvent être considérées comme notables ;

que conformément aux articles R. 181-45, L. 181-3 et L. 181-14 du code de l'environnement, il convient de modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation par un arrêté préfectoral cadre ;

que les observations formulées à l'encontre du projet lors de la participation du public par voie électronique, organisée du 12 novembre au 27 novembre 2024, ont fait l'objet de la part du porteur de projet de réponses regroupées dans le rapport de synthèse de la participation du public par voie électronique en date du 11 février 2025 ;

que les observations du public ont été prises en compte notamment sur l'intégration paysagère des points de stockage déportés (plantation de haies), sécurité routière (interdiction à la circulation du transport de digestats dans la rue principale de la Chapelle-sur-Dun), respect du principe de proximité des intrants (limitation à 10 % d'apports de l'industrie agro-alimentaires en provenance de départements voisins), prévention des sols et odeurs (renforcement de la surveillance en phase exploitation des points de stockage) ;

que le service des routes départementales de la Seine-Maritime confirme dans son courriel du 13 janvier 2025 que « Les voies empruntées étant des voies de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie du réseau départemental, ces itinéraires ne posent pas de difficultés majeures pour la circulation de camions citernes » ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SAS BIONORROIS, dont le siège social est situé ZAC des Champs de Lescaze – 47310 ROQUEFORT, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploitation des installations de méthanisation pour la production de biogaz, sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN et à procéder à l'épandage des digestats issus de cette unité de méthanisation sur des terres agricoles de 229 communes de la Seine-Maritime.

Article 2 – Affichage

Une copie du présent arrêté est tenu au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation.

Article 3 – Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 5 – Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Ce délai n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de FONTAINE-LE-DUN et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de FONTAINE-LE-DUN pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de FONTAINE-LE-DUN fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. Une copie dudit arrêté est également adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consulté en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement, et indiqués ci-après :

- | | |
|------------------------------|-------------------------------|
| 1. Angiens | 13. Fontaine-Le-Dun |
| 2. Autigny | 14. Grainville-la-Teinturière |
| 3. Bacqueville-en-Caux | 15. Héberville |
| 4. Blosseville | 16. Heugleville-sur-Scie |
| 5. Bourville | 17. Houdetot |
| 6. Brametot | 18. La Chapelle-sur-Dun |
| 7. Canville-les-Deux-Eglises | 19. La Gaillarde |
| 8. Crasville-la-Rocquefort | 20. Royville |
| 9. Crasville-la-Mallet | 21. Saint-Ouen-le-Mauger |
| 10. Drosay | 22. Saint-Pierre-le-Viger |
| 11. Ermenouville | 23. Sotteville-sur-Mer |
| 12. Envronville | |

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de FONTAINE-LE-DUN, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental des territoires et de la mer de Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le 20 FEV. 2025

Pour le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS

LISTE DES CHAPITRES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	10
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	10
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	10
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	15
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ.....	15
CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....	15
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	15
CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATIONS.....	17
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	20
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	20
CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	21
CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	21
CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE / CLÔTURE / PROPRETÉ.....	21
CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	22
CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	22
CHAPITRE 2.7 ENQUÊTE ANNUELLE.....	22
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	23
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	23
CHAPITRE 3.2 PRÉVENTION DES NUISANCES OLFACTIVES.....	24
CHAPITRE 3.3 CONDITIONS DE REJET.....	28
CHAPITRE 3.4 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE DES ÉMISSIONS CANALISÉES OU DIFFUSES.....	30
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	32
CHAPITRE 4.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU.....	32
CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	32
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	34
CHAPITRE 4.4 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS.....	37
CHAPITRE 4.5 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS.....	39
TITRE 5 - DÉCHETS.....	41
CHAPITRE 5.1 PRINCIPE DE GESTION.....	41
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	47
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	47
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	47
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS.....	49
CHAPITRE 6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	49
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	50
CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	50
CHAPITRE 7.2 GÉNÉRALITÉS.....	50
CHAPITRE 7.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	51
CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	52
CHAPITRE 7.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	55
CHAPITRE 7.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	58
CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	59
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	62
CHAPITRE 8.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA MÉTHANISATION.....	62
CHAPITRE 8.2 INSTALLATIONS CONNEXES DE STOCKAGE DES DIGESTATS SUR SITE OU DÉPORTÉS.....	67
TITRE 9 - ÉPANDAGE.....	69
CHAPITRE 9.1 CONDITIONS GÉNÉRALES.....	69
TITRE 10 - ÉCHÉANCES.....	78

ANNEXES.....	79
--------------	----

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION****ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société SAS BIONORROIS, dont le siège social est situé ZAC des Champs de Lescaze – 47310 ROQUEFORT, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN (76740), à Val de Bourval – Rue Albert Perne, les installations détaillées dans les articles suivants.

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application des articles R. 523-1, R. 523-4 et R. 523-17 du code du patrimoine, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

La présente autorisation environnementale tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnées au II de l'article L. 241-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

Les présentes prescriptions annulent et remplacent celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2022.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les présentes prescriptions s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

En particulier, les installations déportées de stockage, dédiées exclusivement aux digestats de méthanisation et exploitées sous la responsabilité de la société BIONORROIS, constituent des installations connexes à l'unité de méthanisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS**ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

1.

Rubrique		Régime (*)	Capacité autorisée
N°	Intitulé		
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – traitement biologique lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour .	A	capacité journalière de traitement par digestion anaérobie (méthanisation) en moyenne annuelle : 384 t/j (***) (140 000 t par an)

Rubrique		Régime (*)	Capacité autorisée
N°	Intitulé		
2781-2a	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines, lorsqu'elles sont méthanisées sur le site de production. 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux. a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j.	A	capacité journalière de traitement par digestion anaérobie (méthanisation) en moyenne annuelle : 384 t/j (***) (****) (140 000 t par an) capacité de biogaz produit 96 000 Nm³/j (soit 36,3.10⁶ Nm³/an)
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100	DC**	Stockage Javel (47/50°) : 20 m³ soit 24,8 t stockage AD Blue : 200 L soit 218,6 kg Capacité totale maximale de 25 t

(*) A (Autorisation), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

(**) En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

(***) La capacité de traitement est limitée par la capacité d'exutoire des digestats.

(****) La capacité de stockage de biogaz dans les installations est de 9 tonnes correspondant à un volume de 7 821 m³ pour une densité de biogaz de 1,15 kg/m³.

L'établissement BIONORROIS est visé dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour son activité de valorisation de déchets non dangereux non inertes par traitement biologique (rubrique n°3532).

La rubrique soulignée (3532) désigne la rubrique principale de l'établissement conformément à l'article R. 515-61 du code de l'environnement.

Le BREF applicable, associé à cette rubrique, est le BREF WT « Traitement des déchets (août 2018) ».

ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

Rubrique		Régime (*)	Caractéristiques de l'installation
N°	Intitulé		
2.1.5.0	Rejet d'eau pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieurs à 1 ha mais inférieure à 20 ha	D	Surface totale des installations : 63 739 m² soit 6,4 ha

(*) D (Déclaration)

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et adresses suivantes :

- Installations principales (sur une surface totale de 63 739 m²) :

Commune	Adresse	Parcelles	Nature des installations
FONTAINE-LE-DUN	VAL DE BOURVAL Rue Albert Perne	ZE n° 42 et 51	Unité de méthanisation + 2 fosses béton aériennes de 5000m ³ et de 7 500 m ³ pour le stockage de digestat

- Stockages déportés de digestats liquides bruts (pour un volume total de 55 000 m³) :

Communes	Nom de l'exploitation	Parcelles	Nature du stockage	Volume
DROSAY	SCEA de la Mallet-Leborgne	ZA n° 1	Fosse béton aérienne	5 000 m ³
ENVRONVILLE	SCEA Ferme du Hamet	ZC n° 61	Fosse béton aérienne	5 000 m ³
HEUGLEVILLE-SUR-SCIE	Antoine DECLERCQ	ZH n° 5, 6 et 7	Lagune	5 000 m ³
OCQUEVILLE	GAEC Georges Leconte	ZE n° 7	Fosse béton aérienne	5 000 m ³
SAINT-OUEN-LE-MAUGER	GAEC EMLOU – Ludovic LEFRANCOIS	ZA n° 27	Lagune	5 000 m ³
SOTTEVILLE-SUR-MER	SP LCS LIÉURY	ZD n° 4 et 11	Lagune	5 000 m ³
Stockages complémentaires				25 000 m ³
Total				55 000 m ³

L'exploitant adapte le rythme de remplissage et la conduite des digesteurs pour que la production de digestat ne dépasse pas la capacité de stockage disponible, qui doit par ailleurs permettre de stocker 8 mois de production de digestats pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement en annexe 1 au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.4. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

1.2.4.1 Intrants :

L'installation de méthanisation est destinée à produire :

- du biogaz (valorisé par injection après épuration sous forme de bio-méthane dans le réseau de transport de gaz naturel) ;
- des digestats bruts (liquides) destinés à l'épandage agricole ;
- des digestats solides destinés au compostage.

Les intrants sont des déchets fermentescibles issus de l'agriculture, de collectivités, d'industries agro-alimentaires, d'agro-industries et de divers producteurs de déchets. Le procédé de méthanisation est une digestion anaérobie qui transforme la matière organique en méthane (CH₄), gaz carbonique (CO₂) et digestats, par un écosystème microbien. L'installation de méthanisation ne peut être approvisionnée que par des déchets appartenant aux catégories mentionnées ci-dessous.

Il est notamment interdit de l'approvisionner avec des cultures alimentaires ou énergétiques au sens de l'article D. 543-291 et suivants du code de l'environnement.

L'installation produira annuellement environ 36,3 10⁶ Nm³ de biogaz, soit 24,5 10⁶ Nm³ de biométhane produit qui seront injectés au réseau de transport public de gaz sous la forme de biométhane épuré.

Le méthaniseur produira annuellement une quantité maximale de 99 000 t de digestats liquides (bruts) et de 2 000 t de digestats solides. Les digestats liquides seront intégralement valorisés en épandage agricole. Les digestats solides seront envoyés vers une installation de compostage.

La quantité maximale de déchets entrant est limitée à 140 000 t/an de déchets de typologies suivantes :

- déchets végétaux et autres matières végétales, principalement les pulpes de betteraves surpressées (environ 60 % en tonnage) ;
- effluents d'élevage, principalement du lisier en provenance des exploitations agricoles du territoire (environ 31 % en tonnage) ;
- déchets d'agro-industrie ou sous-produits agricoles (sous-produits animaux de catégorie 3) du territoire et biodéchets assimilés (environ 5 % du tonnage) ;
- déchets agro-industriels (hors station d'épuration urbaine et assainissement non collectif) et graisses (environ 4 % en tonnage).

Ne pourront en aucun cas être acceptés sur la plate-forme :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les sous-produits animaux de catégorie 1 (tels que définis à l'article 4 du règlement CE n° 1774/2002) nécessitant une transformation au sens du règlement CE n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 ;
- les déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- les boues issues de stations d'épuration urbaines ;
- les ordures ménagères ;
- les déchets ne présentant pas un intérêt pour les opérations de méthanisation ou toxique pour le digesteur.

Les volumes et la provenance des matières admises dans les installations sont présentées dans le tableau ci-après :

Intrants	Volume annuel autorisé	
	Phase initiale (110 000 tonnes)	Phase finale (140 000 tonnes)
Déchets végétaux (pulpes de betteraves surpressées, purée de pelage de pomme de terre et betterave...)	60 000 tonnes	75 000 tonnes
Effluents agricoles (lisiers de porc, bovin et canards)	37 000 tonnes	38 000 tonnes
Sous-produits d'abattoirs (sang, viscères, graisses)	1 800 tonnes	4000 tonnes
Autres sous produits et déchets (eaux de process de sucrerie, biodéchets des IAA*....)	11 200 tonnes	23 000 tonnes
Total	110 000 tonnes	140 000 tonnes

*IAA : industrie agro-alimentaire

Les déchets végétaux (pulpes de betteraves, purée de pelage de pomme de terre et betterave...) proviennent d'un rayon maximum de 30 km. Les déchets (effluents) provenant d'exploitations agricoles proviennent exclusivement du département de la Seine-Maritime.

Les autres matières admises (sous produits d'abattoirs, autres sous-produits et déchets) proviennent pour 90 % du département de la Seine-Maritime (76) et pour 10 % maximum du tonnage global (soit 14 000 tonnes maxi) des départements suivants : Calvados, Eure, Oise, la Somme, Val d'Oise et Yvelines.

En situation exceptionnelle, l'origine géographique définie ci-dessus pourra être étendue à d'autres départements sur demande motivée de l'exploitant et après accord préalable, au cas par cas, du préfet de la Seine Maritime, mais sans pouvoir dépasser les 10 % d'apports extérieurs au département de la Seine-Maritime.

1.2.4.2 : plan d'épandage :

Un plan d'épandage concerne 132 exploitations agricoles de la Seine-Maritime pour une surface épandable de 16 176,26 ha (à 50 ou 100 m des tiers), dans un rayon de 30 km autour de l'unité de méthanisation.

1.2.4.3 : horaires du site de FONTAINE-LE-DUN

Les installations de méthanisation fonctionnent 24 h/24, 7 j/7 et 365 jours par an.

Le site de FONTAINE-LE-DUN est ouvert du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00. Dans des situations exceptionnelles (trafic, conditions météo...), les horaires peuvent être étendus à la période de 5h00 à 23h00 afin de permettre de réceptionner exceptionnellement des apports d'intrants.

En période d'apport de betteraves :

- les horaires peuvent être étendus à la période de 5h00 à 23h00 ;
- le site peut réceptionner les pulpes de betteraves le samedi de 7h00 à 19h00.

Des ouvertures exceptionnelles peuvent avoir lieu le samedi et le dimanche ou les jours fériés en cas d'urgence et après information de l'inspection des installations classées.

Il n'y aura pas d'activité dans les installations la nuit (entre 23h00 et 5h00), le dimanche et les jours fériés, sauf exceptionnellement en cas de dysfonctionnement et de nécessité absolue de maintenance et d'intervention d'astreinte.

1.2.4.4 : horaires sur les points de stockage de digestat déportés:

L'accès (apport ou retrait de digestat) aux points de stockage de digestat déportés est autorisé du lundi au vendredi de 7 heures à 19 heures sauf exceptionnellement en cas de dysfonctionnement et de nécessité absolue de maintenance et d'intervention d'astreinte.

En périodes d'épandage, le retrait de digestat peut être étendu sur la plage allant du lundi au samedi de 5 heures à 23 heures.

La distance entre l'installation (à l'exception des équipements ou des zones destinées exclusivement au stockage de matière végétale brute) et les habitations occupées par des tiers, y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, ne peut pas être inférieure à 200 mètres, à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite a la jouissance.

ARTICLE 1.2.5. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'installation est composée notamment :

- d'un bâtiment de réception des intrants de 1 125 m² comprenant :
 - une zone de déchargement des matières liquides vers la fosse de réception ;
 - une zone de déchargement des matières solides à broyer (sous produits animaux) ;
 - une zone de lavage de camions ;
- d'une zone d'ensilage de pulpes de betteraves de 19 800 m² ;
- des équipements de process :
 - une cuve de réception semi-enterrée (fosse de réception de volume utile de 800 m³) ;
 - des trémies de réception et broyeurs de matières solides ;
 - une cuve de mélange (volume utile de 1 080 m³) homogénéisant les matières entrantes en provenance de la fosse de réception ;
 - système d'hygiénisation (3 cuves de volume utile de 10 m³ chacune) ;
 - 3 digesteurs (de volume utile biomasse de 9 500 m³ chacun) ;
 - 2 post-digesteurs (de volume utile digestat de 3 000 m³ chacun) ;

- deux cuves de stockage du digestat (volume utile de 5 000 m³ et 7 500 m³), et autres stockages déportés de digestat brut (volume utile total de 55 000 m³) ;
- une zone de séparation de phase du digestat brut ;
- une zone de chargement du digestat brut ;
- un système de compression-épuration du biogaz (équipement type skid prétraitement du biogaz et 2 containers d'épuration-compression) ;
- poste d'injection du biogaz dans le réseau GRTgaz ;
- 1 torchère (débit de 2 000 m³/h chacune) ;
- système de traitement de l'air (au maximum 25 000 m³/h) composé d'un biofiltre et d'une tour de lavage chimique ;
- une chaudière pour la phase d'hygiénisation du proces ;
- des stockages déportés de digestat tels que décrits à l'article 1.2.3.

ARTICLE 1.2.6. STATUT DE L'ÉTABLISSEMENT

L'établissement n'est classé ni Seuil Bas, ni Seuil Haut SEVESO, tant par dépassement direct d'un Seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par la règle de cumul Seuil Bas et Seuil Haut en application du point II de l'article R. 511-11 du même code.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objets des présentes prescriptions, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation déposés par l'exploitant le 4 novembre 2021 (complété les 7 février 2022, 21 mars 2022 et 18 mai 2022). En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des présentes prescriptions, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, les terrains exploités sont remis en état, conformément aux présentes prescriptions.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation soit dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région en application des articles R. 523-1, R. 523-4 et R. 523-17 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

La liste des installations classées visées à l'article 1.2 du présent arrêté ne sont pas soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du décret du n° 2012-633 du 3 mai 2012 et du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1. MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION / PORTER À CONNAISSANCE

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 des présentes prescriptions nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt **six mois au moins** avant celui-ci conformément aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage à vocation d'activité industrielle.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation et/ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant adresse également au préfet un dossier comprenant le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos), le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions engagées de réaménagement et de mise en sécurité du site, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 6 octobre 2020.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnées à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollutions significatives du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de bas.

ARTICLE 1.6.7. DOSSIER DE RÉEXAMEN

La rubrique principale au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement est la rubrique n° 3532 de la nomenclature des installations classées.

Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale définie au premier alinéa du présent article :

- les prescriptions du présent arrêté sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 du code de l'environnement ;
- l'installation doit respecter lesdites prescriptions réexaminées.

Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.

Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :

- a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;
- c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée .

En vue du réexamen prévu au second alinéa du présent article, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

Le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires. S'il doit être soumis à consultation du public en application de l'article L. 515-29 du code de l'environnement, l'exploitant fournit en outre le nombre d'exemplaires nécessaires à l'organisation de cette consultation dans les communes concernées. Il est accompagné d'un résumé non technique au format électronique.

CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATIONS

ARTICLE 1.7.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive), sauf si les prescriptions équivalentes du présent arrêté sont plus contraignantes :

Dates	Textes
	Articles R. 211-29 et D. 543-226-1 du code de l'environnement interdisant le mélange des biodéchets avec des boues de Station d'épuration
	Article L. 541-21-1 concernant les biodéchets qui ont fait l'objet d'un tri à la source ne sont pas mélangés avec d'autres déchets.
	Articles R. 543-225 à D. 543-227-1 (Biodéchets), D. 543-291 à 293 (Méthanisation) et R. 543-311 à 313 (Boues et digestats de boues d'épuration) du chapitre III du titre IV du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement relative à la gestion des déchets.
25/03/21	Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments.
17/12/19	Arrêté ministériel relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
24/08/17	Arrêté modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement
10/12/20	Note relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets
31/07/12	Arrêté relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
31/05/12	Arrêté relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées
31/05/12	Arrêté fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement
29/02/12	Arrêté modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
04/10/10	Arrêté modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
10/11/09	Arrêté fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement
07/09/09	Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5
07/07/09	Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et l'eau dans les ICPE et aux normes en vigueur
31/01/08	Arrêté modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
20/04/05	Décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses.
15/03/00	Arrêté relatif à l'exploitation des équipements sous pression
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

ARTICLE 1.7.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATION

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression, la réglementation sur les déchets et les sous-produits animaux ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement et respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents/déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites, des monuments et des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. IMPACT SUR LE MILIEU NATUREL : MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION DES IMPACTS

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- le chantier s'organisera de façon à limiter l'intervention sur les zones ne nécessitant aucun aménagement. En effet, la totalité du site d'étude ne fera pas l'objet d'aménagements ;
- les travaux de terrassement sont à effectuer hors période de nidification (soit de septembre à fin février) et les zones décapées ne devront pas être disponibles pour l'espèce en réduisant au maximum la période d'inactivité sur le site. En fonction des résultats du suivi environnemental pré-chantier, cette mesure peut être adaptée selon les modalités de la mesure d'accompagnement A01 de l'étude faune/flore jointe au dossier de demande ;
- d'éviter les risques de destruction de ponte/couvée et de juvéniles lors des périodes particulièrement sensibles de reproduction, il faudra éviter les travaux de débroussaillage et défrichement des emprises travaux lors des périodes de reproduction des espèces (mars à juillet). Les arbres destinés à être abattus ou élagués le seront à la période où les espèces arboricoles ne les utilisent pas (automne-hiver). De même pour les travaux de terrassement qui devront être réalisés en dehors de la période de reproduction.

Dans la mesure du possible, les travaux les plus susceptibles de déranger la faune sont réalisés en dehors de toute période de reproduction et de nidification.

ARTICLE 2.1.3. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions des présentes prescriptions.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans les installations.

CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ou de sols ou d'eau souterraine ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble du site.

CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE / CLÔTURE / PROPRIÉTÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation (site principal et installations connexes) dans le paysage.

L'exploitant constitue un écran visuel sur tout le périmètre du site en plantant des haies arbustives et arborées avec des essences locales. Tous les végétaux appartenant à la famille des Cupressaccae sont interdits (Thuja, Cyprès de Lawson, etc.) ainsi que les Lauriers.

Pendant la phase travaux, l'apport de matériaux ou de terres végétales est limité afin de ne pas contaminer le site avec des espèces exotiques envahissantes.

La gestion différenciée permet de favoriser la diversité des êtres vivants et des milieux naturels.

Elle interviendra sur les espaces verts du site. Différentes pratiques de gestion permettent d'y parvenir :

- **Fauche annuelle en fin de saison** : Concernant les milieux pelousaires, il conviendra de tondre régulièrement uniquement au niveau des zones où circulent les usagers du site (bande d'1 m environ). Le reste des pelouses sera fauché en fin de saison (fin juillet-août) afin de permettre aux insectes de boucler leur cycle de reproduction et aux plantes d'arriver jusqu'au stade de la fructification. De plus, il conviendra de respecter une hauteur de fauche de 7 cm compatible avec la protection des espèces prairiales et limitant l'installation d'espèces opportunistes (rumex, orties...). Les produits de coupe devront être exportés afin d'éviter l'asphyxie de la végétation herbacée et l'eutrophisation du sol. Il est néanmoins conseillé de les laisser rassemblés en tas, quelques jours avant exportation, afin de permettre notamment à l'entomofaune de fuir. De plus, il peut être intéressant de trouver des débouchés pour la matière végétale produite afin de réduire le coût de la fauche.
- **Désherbage alternatif** : Concernant l'entretien des voiries ou autres zones imperméables, il conviendra d'utiliser des méthodes de désherbage alternatives comme le désherbage thermique, mécanique ou à la vapeur, l'objectif étant de supprimer les herbicides. Il est également possible de ne pas désherber du tout.
- **Paillage des pieds d'arbres et des pieds de haies** : Afin de limiter le désherbage et protéger les pieds d'arbres et d'arbustes de la débroussaillouse rotophile, les pieds d'arbres, d'arbustes et de haies pourraient être paillés avec des copeaux de bois.
- **Taille des arbres et arbustes** : Si besoin, les arbres et arbustes devront être taillés de façon douce et en dehors de la période de nidification des oiseaux.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont gérées de manière à limiter l'impact paysager et sur les milieux tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. Les zones réaménagées sont régulièrement et convenablement entretenues.

L'accès au site se fera depuis la route départementale D70, rue Albert Perne, qui longe la limite sud du site.

Le site sera entouré par une clôture d'une hauteur minimale de 2 m et équipé d'un portail fermé lorsqu'aucun employé n'est présent sur le site, en dehors des horaires d'ouvertures du site.

L'ensemble du site et de ses abords sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, paille, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les présentes prescriptions est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 ENQUÊTE ANNUELLE

L'exploitant remplit chaque année, dans les délais impartis un formulaire sur le site de télédéclaration GERE (accessible depuis le portail "monaiot" à l'adresse <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr>) afin de dresser un bilan d'activité de l'année n.

L'exploitant transmet son registre chronologique de déchets dangereux ou contenant des substances polluantes organiques au registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNTDS) via la déclaration en ligne depuis le site à l'adresse : <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr>

Il transmet également à l'inspection des installations classées les documents et plans demandés.

Le défaut de réponse est interprété comme un défaut d'exploitation durant l'année n.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source, regroupés et canalisés.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs.

Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

ARTICLE 3.1.3. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et d'accès au site sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), entretenues et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage de roues des véhicules (avant la sortie du site sur la RD 70) doivent être prévu en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les accès depuis la RD 70 sont signalés et aménagés en accord avec le gestionnaire de la voie.

ARTICLE 3.1.4. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

CHAPITRE 3.2 PRÉVENTION DES NUISANCES OLFACTIVES

ARTICLE 3.2.1. GÉNÉRALITÉS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les effluents atmosphériques sont collectés et transitent par une installation de purification de l'air vicié capté comprenant un biofiltre et une tour de lavage et si besoin un filtre à charbon actif avant rejet par une cheminée.

L'ensemble des installations « bâtiment de réception des intrants », « fosse de réception », « cuve de mélange » et « cuves d'hygiénisation » sera mis en dépression. Les rideaux et portes sont maintenus fermés autant que nécessaire pour atteindre cet objectif. Les effluents atmosphériques seront ainsi captés à la source, canalisés et dirigés vers un système de traitement (biofiltre et laveur) de l'air vicié avant rejet.

Un contrôle en amont et en aval du système de traitement des odeurs (biofiltre et laveur) au minimum une fois tous les trois ans par un organisme extérieur (notamment mesures des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur).

La plateforme d'ensilage des pulpes de betteraves et des végétaux solides issues de céréales sera bâchée au fur et à mesure de son remplissage afin d'éviter les émissions d'odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement, y compris ses ouvrages de stockages déportés, pour limiter les nuisances, notamment olfactives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Il prend les dispositions nécessaires pour éviter la stagnation prolongée de boues en fond de bassins de rétention des eaux de ruissellement.

Dans le cas de sources potentielles d'odeurs de grande surface non confinées (aire de stockage, bassin de rétention des eaux, bassins de digestats brut, aires de stockages de digestats solides,...), celles-ci sont implantées et exploitées de manière à minimiser la gêne pour le voisinage.

L'inspection des installations classées peut demander, notamment en cas de plaintes pour gêne olfactive, la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.2.2. DÉFINITIONS

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini comme le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population conformément à la norme NF EN 13725.

Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m^3/h , par le facteur de dilution au seuil de perception (ou niveau d'odeur) exprimé en nombre d'unités d'odeur par m^3 .

ARTICLE 3.2.3. CONTRÔLES ET VALEURS LIMITES

La concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de campings agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables au tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE / m^3 plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de production ou de traitement des composés odorants (tour de lavage et/ou biofiltre) qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

En cas de nuisance révélée, l'exploitant met en place des actions correctives. Il en informe l'inspection des installations classées.

Concentration d'odeur (ou niveau d'odeur) : niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par m^3 (uoE/ m^3). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13725.

L'étude de dispersion et les mesures de débits d'odeurs sont réalisées par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

Les mesures de débit d'odeur s'appuient sur la norme NF EN 13725 et s'expriment en conditions normalisées pour l'olfactométrie, à savoir ramenées à une température de 20° C et une pression de 1013 hPa.

Dans les 6 mois suivants la mise en service de l'installation, des mesures de débit d'odeur dans l'environnement du site sur lequel est projetée l'installation sont réalisées. Les résultats en sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans les trois mois qui suivent la réalisation ces mesures.

Ces mesures de débit d'odeur sont renouvelées dans les 18 mois suivants la mise en service de l'installation et ensuite périodiquement tous les 3 ans. L'étude de dispersion atmosphérique est mise à jour à l'occasion de ces campagnes de mesure.

Ces fréquences sont susceptibles d'évoluer suivant les résultats des mesures de débit d'odeur et de l'étude de dispersion atmosphérique.

Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérauliques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques. La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion sont justifiés par l'exploitant. Les méthodologies mises en œuvre sont décrites. En cas de plaintes répétées pour gêne olfactive, le préfet peut imposer, en complément des mesures prévues ci-dessus, la mise à jour de l'étude de dispersion à l'exploitant.

Parallèlement au programme de mesures et de modélisation défini ci-dessus, l'exploitant fait procéder au contrôle des équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz et bio-filtres, au minimum tous les 3 ans. Ces contrôles sont réalisés par un organisme ou toute personne désignée par l'exploitant disposant des connaissances et des compétences requises. Les résultats de ces contrôles précisent l'organisme qui les a réalisés et les conditions dans lesquelles ils sont réalisés.

ARTICLE 3.2.4. PLAINTES OLFACTIVES

L'exploitant tient à jour un registre, tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées, des éventuelles plaintes concernant le site principal et les installations connexes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques dont le sens du vent relevé à la plus proche station météorologique, correspondance avec une opération critique (ou plus généralement avec les conditions d'exploitation).

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

En tant que de besoin, le préfet peut prescrire la réalisation d'un programme de surveillance renforcée permettant :

- soit de suivre un indice de gêne, de nuisance ou de confort olfactif renseigné par la population au voisinage de l'installation ;
- soit de qualifier, par des mesures d'intensité odorante, l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'installation.

Pour les nuisances olfactives liées aux pratiques d'épandage, l'exploitant met en place un registre spécifique, également à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site principal de l'unité de méthanisation.

ARTICLE 3.2.5. TRANSPORT DES MATIÈRES ENTRANTES ET DES DIGESTATS

Le transport des déchets intrants se fait pour les solides en camions bennes bâchées, pour les liquides en camions citerne, ce qui évite tout contact avec l'air et toute émanation d'odeur, depuis leur point de transport de départ jusqu'à l'aire de dépotage.

Le transport des digestats vers les stockages connexes ou le site de valorisation (pour les digestats solides) est également assuré à minima par des véhicules ainsi équipés, ou une benne à fond mouvant couverte pour le digestat solide.

Ces camions empruntant la voie publique, l'exploitant, s'il ne réalise pas lui-même le transport des digestats qu'il produit, s'assure que chaque véhicule dispose du récépissé de déclaration prévus à l'article R. 541-51 du code de l'environnement et de la validité de ce dernier. La rue principale de la Chapelle-sur-Dun est interdite à la circulation du transport du digestat, notamment entre l'unité de méthanisation et le site de stockage de Sotteville-sur-Mer.

Les accès aux stockages via les routes de catégorie 1 et 2 sont privilégiés dans la mesure du possible. Les trajets privilégiés pour accéder aux stockages sont les suivants :

- Sotteville-sur-Mer : RD 70, RD 142, et RD 925 ;
- Drosay : RD 70 puis la RD 108 sur une petite portion pour atteindre le site de stockage ;
- Saint-Ouen-le-Mauger : RD 70, RD 142, D 149, et D 101 ;
- Heugleville-sur-Scie : RD 70, RD 142, 149, RD 507, RD 50, RD 23.

En aucun cas, les matières transportées ne doivent être emportées par le vent ou se déverser sur la chaussée.

Les éventuelles dégradations causées aux voiries départementales et communales par l'exploitation de l'établissement pourront être mises à la charge de BIONORROIS dans le cadre des dispositions des articles L. 131-8 et L. 141-9 du code de la voirie routière.

Dans le cas où un même véhicule apporte sur le site des matières entrantes composées de sous-produits d'animaux et en repart avec des digestats, le contenant de ce véhicule doit faire l'objet d'un lavage après dépotage des entrants. Les eaux issues de ces opérations sont traitées conformément aux dispositions du titre 4 « protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques ».

ARTICLE 3.2.6. DÉPOTAGE SUR LE SITE DE MÉTHANISATION

Les déchets potentiellement odorants, dont la fermentation est susceptible de s'amorcer à température ambiante, sont dépotés dans la fosse de réception du bâtiment fermé et désodorisé avant d'être traitées via le process de digestion qui est réalisé dans des cuves fermées et étanches.

Les réceptions des matières liquides et pâteuses (lisiers, sang, boues de la Step Interne, etc.) dont les SPAN (sous-produits animaux) se font dans la fosse située dans le bâtiment de réception avant d'être transférés vers le système d'hygiénisation via une cuve de mélange.

Les opérations de dépotage des matières liquides entrantes et sortantes sont réalisées conformément aux dispositions de l'article 7.5.2 « rétention et confinement » du présent arrêté.

Les réceptions des matières solides à broyer (viscères, déchets de tissus animaux etc.) se font à l'intérieur d'un bâtiment fermé, et conçu pour éviter les émissions diffuses, avant d'être envoyées dans la fosse de réception.

Les déchets de matières végétales solides non SPAN (pulpes de betteraves) sont déchargés dans les trémies de réception équipées de broyeur, et incorporées dans les digesteurs :

- soit directement ;
- soit au fur et à mesure après ensilage sur la plateforme.

Cette plateforme d'ensilage des pulpes de betteraves et des végétaux solides issues de céréales est bâchée afin d'éviter les émissions d'odeurs. Toutes les eaux souillées ruisselant sur cette plateforme sont collectées dans un bassin étanche réservé de 1 500 m³ puis intégrées au fur et à mesure dans le process de digestion du site.

ARTICLE 3.2.7. CONFINEMENT DU BIOGAZ

Pour éviter toute émission diffuse de biogaz, les digesteurs sont maintenus étanches (sauf dispositifs de sécurité) et les post-digesteurs sont équipés d'une double membrane étanche et résistante à l'action chimique et physique du biogaz. Ils sont tous équipés de soupapes de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage. Les digesteurs sont en outre équipés d'une surface soufflable au niveau de leur toit métallique.

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité du biogaz par l'intermédiaire d'un analyseur permettant de suivre en continu l'évolution des concentrations en CH₄, O₂ et H₂S. Cet équipement de mesure est contrôlé et calibré annuellement et étalonné à minima tous les 3 ans par un organisme extérieur agréé.

Le biogaz est injecté dans le réseau de transport de gaz naturel, après traitement et épuration. En aucun cas, il n'est émis à l'atmosphère en fonctionnement normal des installations.

ARTICLE 3.2.8. TRAITEMENT DE L'AIR INTÉRIEUR COLLECTÉ

Le bâtiment principal (réception et préparation) et les cuves associées (de réception, de mélange et d'hygiénisation) sont équipés d'un dispositif de mise en dépression efficace permettant d'extraire l'air.

L'air extrait est traité par le bio-filtre et un laveur (dont la composition est adaptée pour capter les composés azotés et soufrés) ou par tout autre dispositif d'efficacité équivalente.

Le taux de renouvellement d'air au niveau des cuves de réception, de mélange et d'hygiénisation est au minimum de 5 fois par heure. L'air extrait passe par un dispositif de traitement, dont les principes actifs sont changés autant que nécessaire.

CHAPITRE 3.3 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.3.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.3.2. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse d'éjection minimales en m/s	Système de traitement
1	Bâtiment de réception des entrants, fosse de réception, cuve de mélange et d'hygiénisation	6	0,9	25000	11	Biofiltre puis Tour de lavage et si besoin filtre à charbon actif

2	Chaudière au gaz naturel	6	0,3 ou 0,4	225	4,4 ou 5	-
3	Torchères	9 ou 10	2,4	2000	0,12	Système de circulation du biogaz
4	Épurateur du biogaz	10	0,1	1120	39,61	En fin de process

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

ARTICLE 3.3.3. VALEUR LIMITE DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Article 3.3.3.1. Valeurs limites des rejets atmosphériques de l'installation de traitement de l'air

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	code CAS	Conduit n°1 : biofiltre/ Tour de lavage		
		Concentration mg/Nm ³	flux	
			g/s	kg/an
Ammoniac NH ₃		5	3,47.10 ⁻²	1095
H ₂ S		0,15	1,04.10 ⁻³	30
Méthylmercaptopan		0,15	1,04.10 ⁻³	30
Acétaldéhyde		1	6,94.10 ⁻³	200
Formaldéhyde		1	6,94.10 ⁻³	200
Acétone		2	1,39.10 ⁻²	430
Méthyl-Ethyle-Cetone		2	1,39.10 ⁻²	430

Article 3.3.3.2. Valeurs limites des concentrations en rejet de chaudière

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	code CAS	Conduit n°2 : Chaudière au gaz naturel		
		Concentration mg/Nm ³	flux	
			g/s	kg/an
NO _x		100	6,25.10 ⁻³	180
CO		100	6,25.10 ⁻³	180

Article 3.3.3.3. Fonctionnement des torchères et valeurs limites des concentrations

Le site comprend une torchère. Les gaz de combustion de la torchère doivent être portés à une température minimale de 900° C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement.

En cas d'indisponibilité des équipements de valorisation du bio-gaz sur une durée notable par rapport à une limite cible de 400 heures par an, l'exploitant engage le ralentissement ou la procédure de mise à l'arrêt des installations de méthanisation.

Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009.

Au-delà de cette durée, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un rapport mentionnant les mesures prises ou prévues pour limiter la durée de fonctionnement de la torchère.

Les torchères sont équipées d'un système empêchant le retour de flamme dans la canalisation l'alimentant, conforme à la norme EN 12 874 ou ISO 16 852.

Les concentrations des polluants rejetés à l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	code CAS	Conduit n°3 : Torchère	
		Concentration mg/Nm ³	flux
			g/s
CO		150	4,76.10 ⁻³

Article 3.3.3.4. Valeurs limites des concentrations en rejet de l'épurateur de biogaz

Paramètres	code CAS	Conduit n°4 : Epurateur	
		Concentration mg/Nm ³	flux
			g/s
H ₂ S		4,2	1,31.10 ⁻³
CO ₂		100	-

ARTICLE 3.3.4. RESPECT DES VALEURS LIMITES

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur prescrite. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE 3.4 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE DES ÉMISSIONS CANALISÉES OU DIFFUSES

Les mesures portent sur le rejet n°1 (en sortie de la tour de lavage) selon les paramètres et fréquences définis dans le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence de réalisation et de transmission
H ₂ S	semestrielle
NH ₃	semestrielle

Le résultat exprimé pour la mesure de ces paramètres correspond à la valeur moyenne sur la période d'échantillonnage soit la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Les mesures sur les rejets n° 2 à 4 sont réalisées au moins une fois par an sur les paramètres indiqués à l'article 3.3.3 du présent arrêté.

Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analyse, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**CHAPITRE 4.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**ARTICLE 4.2.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Usage	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)
Réseau public AEP	Sanitaires/ Entretien équipements	1185
Réseau public AEP	Traitement odeur (biofiltre + laveur)	1825
Réseau public AEP	Lavage des camions	3600

Concernant les eaux de lavage de camion, l'exploitant veille à limiter sa consommation d'eau potable issue du réseau public en réutilisant, dans la mesure du possible, en réutilisant les eaux pluviales propres du site.

Les eaux usées de process – non encore traitées – de la sucrerie CRISTAL UNION peuvent être utilisées pour la dilution des intrants en période de routine, sous réserve de vérification préalable de leur compatibilité (paramètres physico-chimiques notamment) avant utilisation. Les canalisations de transport de ces eaux jusqu'au site BIONORROIS font l'objet de vérifications périodiques afin d'éviter toute fuite ou vieillissement anormal.

ARTICLE 4.2.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Un ou plusieurs disconnecteurs ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

ARTICLE 4.2.3. PRESCRIPTIONS EN CAS DE SÉCHERESSE

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels ;
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;

- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'autosurveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable dès sa publication.

ARTICLE 4.2.4. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.5. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents est prévu un point de prélèvement d'échantillons.

ARTICLE 4.2.6. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 4.2.7. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Nature de l'effluent	Provenance / Installations raccordées	Destination	Usage / Rejet final
Eaux usées domestiques	Sanitaires	Dirigées vers le bassin étanche de 5 300 m ³ après traitement dans la micro station autonome interne	Rejet au milieu naturel via un bassin régulation et un séparateur à hydrocarbures
Eaux industrielles	Eaux de lavage des camions, du bâtiment de réception, des équipements	Collectés et dirigés dans la cuve mélange via la fosse de réception	Recyclage dans le process
Eaux industrielles	Eaux du laveur de l'air	Cuve de stockage des digestats bruts	Epandage
Eaux industrielles	Jus d'ensilage	Dirigés vers les digesteurs via un bassin étanche de stockage de 1500 m ³	Recyclage dans le process
Eaux industrielles	Condensat de l'épuration du biogaz	Puits de condensation puis fosse réception	Recyclage dans le process
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Eaux ruisselant sur les zones imperméables de la plateforme* et de chargement des trémies de l'ensilage	Dirigées et stockées dans un bassin étanche de 1 500 m ³ couvert	Recyclage dans le process
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Eaux ruisselant sur les surfaces imperméables (hors plateforme d'ensilage*)	Collectées et dirigées vers un bassin étanche de 5 300 m ³	Rejet au milieu naturel via un bassin régulation et un séparateur à hydrocarbures
Eaux pluviales non souillées	Eaux de toiture, espaces verts, plateforme d'ensilage vide et propre	Collectées et dirigées vers un bassin étanche de 5 300 m ³	Rejet au milieu naturel via un ouvrage-de régulation et un séparateur à hydrocarbures

* La plateforme d'ensilage est conçue pour récupérer et diriger les écoulements (jus de végétaux, eaux pluviales souillées, eaux pluviales non souillées) vers le réseau correspondant pour recyclage dans le process ou un traitement adapté avant rejet dans le milieu naturel

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien.

Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraites sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.5. IDENTIFICATION DES BASSINS

Le site comporte :

- un bassin étanche d'un volume de 5 300 m³ avec ouvrage de régulation/surverse (pour un débit maximal de 12,8 l/s) des eaux pluviales du site avant rejet via un séparateur à hydrocarbures dans le milieu naturel, représenté par le fossé des Marettes ;
- un bassin de rétention étanche et couvert de 1 500 m³ recueillant les jus d'ensilage (de betteraves...) et les eaux souillées correspondantes aux eaux pluviales en contact avec la plateforme d'ensilage « sales » après le vidage des pulpes de betteraves stockées sous bâches et sur la zone de chargement des trémies. Ces eaux souillées sont réinjectées dans le process de méthanisation.

Le site principal est pourvu d'une zone formant rétention d'un volume de 24 776 m³ minimum, réalisée par talutage, en cas de rupture des digesteurs, de la cuve des digestats liquides, etc. Les merlons seront recouverts en géomembrane pour éviter toute pollution des terres.

Sauf en cas de sinistre, la vanne d'isolement du site située au point bas de la zone de rétention (en aval du bassin d'infiltration) est maintenue ouverte pour permettre l'écoulement des eaux pluviales vers le bassin d'infiltration/régulation via un débourbeur/déshuileur.

ARTICLE 4.3.6. GESTION DES EAUX PLUVIALES DU SITE DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION

Les eaux pluviales de toiture et ruisselant sur les voiries du site sont envoyées vers le bassin étanche de 5 300 m³ puis traitées par un dispositif débourbeur/séparateur à hydrocarbure et de régulation avant d'être rejetées via une canalisation reliant le fossé de l'étang « Les Marettes ».

La plateforme d'ensilage est constituée de couloirs pentés vers des caniveaux de collecte dont les regards sont équipés de vannes permettant d'orienter les eaux :

- les eaux pluviales propres sont envoyées vers le bassin étanche de 5 300 m³ puis traitées par un dispositif débourbeur/séparateur à hydrocarbure ;
- les jus d'ensilage et les eaux pluviales souillées ruisselant sur cette plateforme sont collectées dans un bassin étanche de 1 500 m³ spécifique et couvert puis réinjectés dans le process de méthanisation.

Une vanne équipée d'un servomoteur positionné en amont du bassin des eaux pluviales étanche de 5 300 m³ permet d'isoler le site afin d'éviter tout rejet dans ce même bassin en cas de pollution accidentelle.

Dans le cas d'un déversement accidentel, la vanne asservie à une sonde de conductivité et au niveau des cuves (consignes de niveau) se ferme automatiquement ou manuellement de façon à confiner la zone de rétention.

Dans le cas d'un incendie, la vanne reliée au point de contrôle se ferme automatiquement ou manuellement en cas d'alarme incendie et ou de détection de fumée afin de contenir les eaux d'extinction d'incendie.

Une procédure figurant aux consignes de sécurité prévues à l'article « consigne de sécurité » encadre notamment l'actionnement de la vanne.

Les effluents pollués confinés sont évacués à l'aide d'équipements externes spécifiques (camions citernes...) puis éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.

Un dispositif automatique permet sans intervention humaine de stopper l'envoi d'effluents sales directement vers le bassin d'infiltration (en particulier au niveau du point de rejet n° 4 décrit ci-dessous).

ARTICLE 4.3.7. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les effluents issus du bassin étanche de 5 300 m³ sont déversés par l'intermédiaire d'une canalisation située en limite de propriété Sud-Est dans le milieu naturel représenté par le fossé des Marettes au point de rejet suivant :

Point de rejet n° 1 vers le milieu naturel	Fossé des Marettes
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées des toitures, ruisselant sur les espaces verts et la plateforme d'ensilage et les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries, susceptibles d'être polluées
Débit maximal de rejet (l/s)	12,8 l/s
Exutoire du rejet	Milieu naturel fossé des Marettes
Traitement avant rejet au milieu naturel Exutoire de rejet	Débourbeur / séparateur à hydrocarbures et Ouvrage de régulation/Surverse

Point de rejet n° 2 vers l'ouvrage de régulation	
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées des toitures, ruisselant sur les espaces verts et les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries, susceptibles d'être polluées
Débit maximal journalier (m ³ /j)	-
Exutoire du rejet	Ouvrage de régulation
Traitement avant rejet	Débourbeur/séparateur à hydrocarbures

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX USÉES DOMESTIQUES

Les eaux usées domestiques (eaux vannes des sanitaires et lavabos) sont collectées séparément et traitées dans la micro-station autonome interne avant d'être dirigées vers le bassin étanche de 5 300 m³.

ARTICLE 4.3.9. GESTION DES EAUX INDUSTRIELLES (RÉSIDUAIRES)

Les eaux de lavage (intérieurs et extérieurs) des camions, du bâtiment de réception et des équipements sont collectées puis intégrées dans le process de méthanisation, tout comme les eaux issues des process industriels tels que les percolats du biofiltre de traitement de l'air vicié, les condensats de biogaz, les eaux de désulfuration.

Les jus issus de l'ensilage des pulpes de betteraves sont collectées dans un bassin étanche et couvert avant d'être réintégrés dans le process de méthanisation via les digesteurs.

ARTICLE 4.3.10. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.10.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Article 4.3.10.2. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.10.3. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.10.4. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4° C.

CHAPITRE 4.4 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement :
- des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30° C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;

- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.

ARTICLE 4.4.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.4.2. REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Article 4.4.2.1. Eaux résiduaires, industrielles

Le rejet d'eaux industrielles constituées des eaux de process (du laveur, du jus d'ensilage et condensat de l'épuration du biogaz), de lavage des camions, du bâtiment de réception, des équipements, est interdit. Ces eaux seront réintégrées dans le process.

Article 4.4.2.2. Rejet dans le fossé des Marettes

Les rejets du bassin de régulation dans le fossé des Marettes (au point de rejet 1 indiqué à l'article 4.3.7 du présent arrêté) respecte les valeurs limites en concentration et les débits maximum suivant la période ci-dessous définies, de manière à ne pas déclasser la qualité du cours d'eau aval (Le Dun), sur la base d'un débit moyen inter-annuel du DUN extrapolé de 0,036 m³/s de novembre à juin :

Paramètre	Concentration en mg/L	Débit maximum en m ³ /j	
		Du 01/11 au 30/06	Du 01/07 au 31/10
DCO (demande chimique en oxygène)	40 mg/L	1 100 m ³ /j	350 m ³ /j
DBO5 (demande biochimique en oxygène)	10 mg/L		
MES (matières en suspension totales)	35 mg/L		
Phosphore Total	0,4 mg/L		
Azote global	25 mg/L		

L'exploitant procède à une mesure en continu du débit de rejet vers le milieu naturel.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour gérer les volumes d'eau non rejetés au Dun en périodes d'étiage.

En cas de dépassement de ces valeurs en concentration, l'exploitant fournit une étude tenant compte du débit réel du Dun, et justifiant le maintien du bon état du Dun compte-tenu des teneurs des effluents rejetés.

Article 4.4.2.3. Eaux pluviales polluées ou non par ruissellement sur les voiries, et autres surfaces de l'unité de méthanisation

Les rejets des eaux pluviales polluées ou non (aux points de rejet 2 indiqué à l'article 4.3.7 du présent arrêté) sont dirigées vers un bassin étanche de 5 300 m³. Les eaux de ce bassin sont rejetées par régulation dans le milieu naturel via « le fossé des Marettes » après passage dans un dispositif déboureur/séparateur à hydrocarbures. L'exploitant est tenu de respecter avant ces rejets dans l'ouvrage de régulation, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration en mg/L
DCO (demande chimique en oxygène)	90 mg/L
DBO5 (demande biochimique en oxygène)	30 mg/L
MES (matières en suspension totales)	60 mg/L
Hydrocarbures totaux	10 mg/L
Azote global	25 mg/L
Phosphore Total	1 mg/L

Article 4.4.2.4. Eaux souillées issues des eaux pluviales en contact avec la plateforme d'ensilage « sales »

Le rejet d'eaux souillées constituées des eaux pluviales en contact avec la plate-forme d'ensilage dites « sales » sont collectées dans le bassin étanche des eaux souillées de 1 500 m³ et réinjectées dans le process de méthanisation.

Article 4.4.2.5. Eaux sanitaires

Il est interdit d'introduire les eaux sanitaires dans le processus de méthanisation qui sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

CHAPITRE 4.5 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS

ARTICLE 4.5.1. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

ARTICLE 4.5.2. FRÉQUENCES ET MODALITÉS DE L'AUTO SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES REJETS AQUEUX

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour le point de rejets n°1 :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit	Échantillon représentatif sur prélèvement ponctuel pour le rejet n°1	mensuelle	mensuelle
pH		mensuelle	mensuelle
Température		mensuelle	mensuelle
MES		mensuelle	mensuelle
DBO5		mensuelle	mensuelle
COT		mensuelle	mensuelle
Hydrocarbures totaux		mensuelle	mensuelle
Azote global		mensuelle	mensuelle
Phosphore total		mensuelle	mensuelle
PFOA		semestrielle	semestrielle
PFOS		semestrielle	semestrielle

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour le point de rejets n° 2 :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit	Échantillon représentatif sur prélèvement ponctuel	semestrielle	semestrielle
pH		semestrielle	semestrielle
Température		semestrielle	semestrielle
MES		semestrielle	semestrielle
DBO5		semestrielle	semestrielle
COT		semestrielle	semestrielle
Hydrocarbures totaux		semestrielle	semestrielle
Azote global		semestrielle	semestrielle
Phosphore total		semestrielle	semestrielle

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPE DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de son installation pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

- d'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;
- d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
- de contribuer à la transition vers une économie circulaire ;
- d'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PolyChloroBiphényle (PCB).

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement. Ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 543-225 à D. 543-227-1 du code de l'environnement.

Les déchets non dangereux de bois, papier, carton, métaux, verres, plastiques, produits par le site, y compris lors de chantiers de construction ou de déconstruction sur site, ainsi que la fraction minérale et le plâtre des déchets de construction ou de déconstruction sur site produits, font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation par conformément aux articles R. 543-278 à D. 543-287 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT ET TRAÇABILITÉ

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement établi par voie électronique au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement (Application Trackdéchet). Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les données constitutives du registre relatives aux déchets dangereux sont transmises par voie électronique au ministre chargé de l'environnement. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement (outils Trackdéchets et/ou RNDTS). Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Nature des déchets générés sur le site	Type	Quantité annuelle	code déchets	Stockage sur site	Filière d'élimination
Digestat brut	DND	99 000 t	19 06 06	2 Cuves de stockage de 5 000 m ³ et 7 500 m ³ sur site + stockages délocalisés	Valorisation matière : épandage agricole
Digestat liquide issu de la séparation de phase	DND	-	19 06 06		Renvoi dans le process de méthanisation du site
Digestat solide	DND	2 000 t	19 06 06	Stockage en benne à fonds mouvants de 90 m ³ dans la zone de séparation de phase	Valorisation par compostage
Déchets générés par l'activité de maintenance					
Hydrocarbures et matières souillées	DD	3 000 L	16 07 08 *	Fût	Enlèvement par prestataire spécialisé
Boues du séparateur hydrocarbure	DD	300 L	13 05 02 *	Pas de stockage, pompé directement par hydrocureur	Enlèvement par prestataire spécialisé
Aérosols	DD	< 50 L	15 01 10 *	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé
Chiffons souillés	DD	< 50 L	15 02 03 *	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé
Filtres à huile maintenance	DD	< 100 kg	15 02 02 *	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé

Nature des déchets générés sur le site	Type	Quantité annuelle	code déchets	Stockage sur site	Filière d'élimination
Ferraille/câbles	DND	< 10 t	17 04 07	Zone de stockage dédiée	Valorisation selon filière spécifique dûment autorisée au titre du tri et/ou de la valorisation de déchets
Contenants souillés	DD	< 100 kg	15 01 10 *	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé
DAE autres : « Autres déchets d'activité économique non dangereux » autre que bois papier carton verre métaux plastiques et textiles	DND	8 t	20 01 99	Benne spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé dûment autorisé
Charbon actif	DND	5 à 10 t	06 13 02	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé dûment autorisé
Matériaux filtrants traitement air (écorce de pin, pouzzolane, bille d'argile...)	DND	6 t (1)	15 02 03	Pas de stockage sur site, enlèvement par prestataire	Enlèvement par prestataire spécialisé dûment autorisé
Déchets Ménagers et Assimilés (DMA)					
Ordures ménagères Résiduelles après tri des emballages et des biodéchets liées à la vie quotidienne du personnel sur le site	DND	< 1 t	20 03 01	Bac spécifique	Ramassage séparé et traitement par la collectivité
Emballages assimilables aux emballages de déchets ménagers	DND	< 1t	20 01 99	Bac spécifique	Ramassage séparé et traitement par la collectivité
Déchets de restauration (Biodéchets)	DND	< 1 t	20 01 08	Bac spécifique	Ramassage séparé et traitement par la collectivité ou Valorisation selon filière spécifique dûment autorisée à recevoir des biodéchets
Déchets de papier, cartons, bois, plastiques métaux, verres, textiles dont les emballages souillés ou non mais non dangereux	DND	< 1 t	20 01 38 20 01 39 20 01 40 20 01 01 20 01 02 20 01 11 20 01 99 (collecte multi flux)	Zone de stockage dédiée	Valorisation selon filière spécifique dûment autorisé au titre du tri et/ou de la valorisation de déchets

Nature des déchets générés sur le site	Type	Quantité annuelle	code déchets	Stockage sur site	Filière d'élimination
Déchets végétaux					
Liés à l'entretien des espaces vert du site (biodéchets de déchets verts)	DND	50 m ³	20 02 01	Pas de stockage sur site, enlèvement par prestataire	Valorisation selon filière spécifique dûment autorisée à recevoir des biodéchets

(1) Opération très ponctuelle (> 5 ans). La quantité indiquée correspond à la quantité de déchet à traiter lors d'une opération

DD : déchet dangereux ; DND : déchet non dangereux ; DAE : déchets d'Activité Économique

ARTICLE 5.1.8. AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS

Conformément aux dispositions des articles R. 541-42 à R. 541-45 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un ou plusieurs registres chronologiques de la production et/ou de l'expédition des déchets dangereux, terres excavées et sédiments établi conformément aux dispositions nationales établies par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;
- le nom et l'adresse de l'établissement receveur et/ou expéditeur ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1-II-2° du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Les données constitutives du registre relatives aux déchets dangereux, terres excavées et sédiments sont transmises par voie électronique au ministre chargé de l'environnement. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement (outils Trackdéchets et/ou RNDTS). Pour les déchets dangereux, elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Article 5.1.8.1. Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et de tous les déchets produits, traités, reçus et expédiés.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention, les convoyeurs à bandes et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du site, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesures lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Les zones à émergence réglementée (ZER) sont définies comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui auront été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasses...) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan ci-après. Il s'agit notamment des habitations les plus proches de la commune de FONTAINE-LE-DUN situées à environ 140 m à l'est du site.

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, du fait de son fonctionnement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en limite de la zone d'exploitation	70 dB(A)	60 dB(A)

ARTICLE 6.2.3. CONTRÔLES DES NIVEAUX SONORES

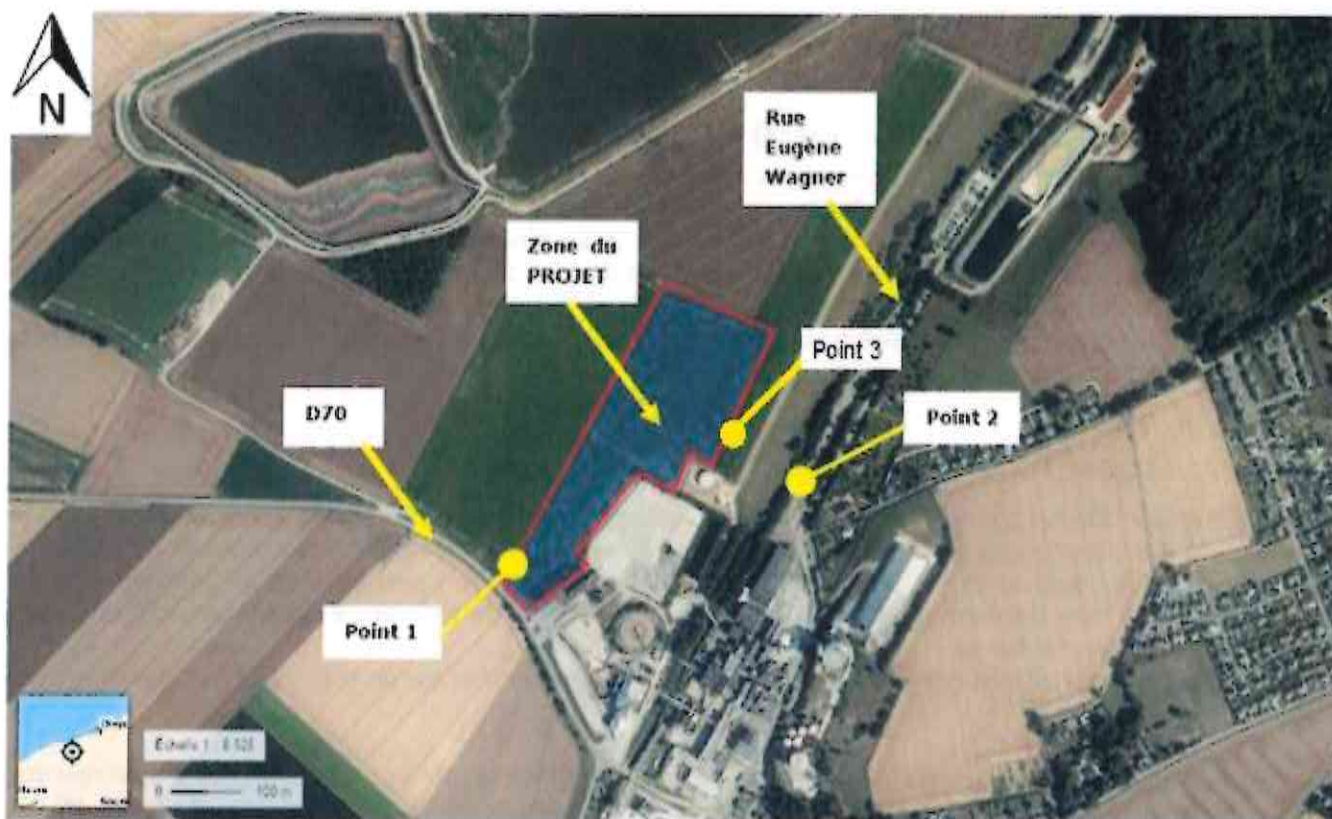
Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée en dehors de la période de campagne de betteraves un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Un troisième point en limite de propriété (coté Nord-Est) est ajouté à l'étude. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

En cas de non-conformité, les résultats des mesures transmis à l'inspection sont accompagnés d'un plan d'action et de propositions en vue de corriger la situation. Dans ce cas, de nouvelles mesures sont réalisées 6 mois après ces mesures non-conformes afin de vérifier que les mesures mises en place permettent bien le respect des valeurs réglementaires énoncées ci-avant.

Les points de contrôle en limite d'exploitation et en zones à émergence réglementée sont indiqués sur le plan ci-après :



- Point 1 - Limite de propriété au sud-ouest du projet ;
- Point 2 - ZER à l'Est du projet ;
- Point 3 - Limite de propriété au nord-Est

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 7.2.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Le positionnement de la plateforme d'épuration est réalisé de manière à ce que les effets de l'explosion d'un nuage de gaz (UVCE) suite à la rupture d'une canalisation aérienne de biogaz à l'entrée des conteneurs d'épuration membranaire soit contenu dans les limites de propriété du site.

ARTICLE 7.2.2. LOCALISATION DES STOCKS DE SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexe un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.2.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 7.2.4. CONTRÔLE DES ACCÈS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris en dehors des périodes de présence de personnel.

L'ensemble des installations est entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres sur la totalité de sa périphérie et équipé d'un portail fermé lorsqu'aucun employé n'est présent sur le site.

Un accès principal depuis la route départementale D70, rue Albert Perne est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un accès secondaire ou exceptionnel. Le site est fermé en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont affichées à l'entrée de l'installation.

ARTICLE 7.2.5. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

ARTICLE 7.2.6. ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 7.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 7.3.1. COMPORTEMENT AU FEU

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée ou devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

L'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté. Les équipements de combustion (chaudière et torchère), ainsi que les stockages d'huile-moteur, de liquides inflammables ou les matériaux combustibles (arbres feuillus à proximité), sont situés à plus de 10 m des digesteurs et post-digesteurs, lesquels comportant les stockages de biogaz ainsi qu'au installation d'épuration du biogaz.

Les stockages de liquides inflammables ou matériaux combustibles sont situés à plus de 10 m des sources d'inflammation (local électrique, torchère, chaudière).

Les zones de stockage de matières premières sont isolées des locaux techniques et des autres locaux à risque d'incendie, conformément aux règles applicables.

ARTICLE 7.3.2. ABSENCE DE LOCAUX OCCUPÉS DANS LES ZONES À RISQUES

Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et le cas échéant d'épuration, de compression, de combustion ou de stockage du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 7.3.3. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 7.3.3.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.3.3.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est aménagée à partir de la voie publique, est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur de chaussée est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre est au minimum de 3,5 mètres, la pente est inférieure à 15%, un rayon de braquage intérieur est au minimum de 11 m ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- une résistance au poinçonnement de 80 KN/cm² sur une surface minimale de 0,20 m² ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Article 7.3.3.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur de chaussée utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;
- longueur minimale de 10 mètres ;
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son installation.

Article 7.3.3.4. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux cotés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**ARTICLE 7.4.1. ATMOSPHÈRES EXPLOSIVES**

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées, ces zones sont équipées de détecteurs de méthane ou d'alarmes.

Ces zones sont définies sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 4 novembre 1993 complété relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail du décret n°2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail, ainsi que de l'arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

Elles sont reportées sur le plan des installations mentionné à l'article 7.2.1 « localisation des risques » du présent arrêté

ARTICLE 7.4.2. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, peuvent se présenter doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Article 7.4.2.1. Soupapes de sécurité, événement d'explosion

Les digesteurs sont équipés de gardes hydrauliques (2ème niveau de sécurité) qui, elles, sont équipés d'un fluide anti-gel et les post-digesteurs sont munis de soupapes de sécurité. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme mentionné à l'article « vérification périodique et maintenance des équipements », en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à ses sollicitations.

Les digesteurs et post-digesteurs sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un événement d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion.

ARTICLE 7.4.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

En cas de non-conformité(s), les travaux doivent être réalisés dans les plus brefs délais. Ces derniers seront inscrits dans un registre où sont mentionnés notamment la date de leur réalisation, le nom de la personne (ou de l'organisme) en charge de ces mises en conformité. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 7.4.4. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux et notamment dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouverture en parties hautes et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

ARTICLE 7.4.5. DÉSENFUMAGE

Le hall de réception et les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

ARTICLE 7.4.6. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.2.1 « localisation des risques » en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Notamment, tous les bâtiments du site sont équipés d'un système de détection incendie, dont l'efficacité sera régulièrement contrôlée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs sont positionnés à proximité des équipements présentant les plus fortes probabilités de fuite. Les alarmes sont reportées en salle de contrôle et, en dehors de périodes de présence du personnel, sur le téléphone de l'employé d'astreinte.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans son programme de maintenance que l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.7. TUYAUTERIE

Article 7.4.7.1. Canalisations, dispositifs d'ancrage

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistant à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant conserve une trace écrite des contrôles effectués et des mesures correctives éventuelles réalisées.

Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

Article 7.4.7.2. Raccords des tuyauteries de biogaz et biogaz épuré (biométhane)

Les canalisations de biogaz et de biométhane sont dans la mesure du possible enterrées. Les parties aériennes sont clairement repérées et sont protégées contre les risques d'agression externe. Notamment, elles sont protégées des chocs mécaniques par des garde-corps ou dispositifs équivalents et tenues à l'écart de la circulation des engins et véhicules.

Des détecteurs de pression équipent les canalisations de biogaz (transfert au local d'épuration).

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local.

Les canalisations de biogaz ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.

Un contrat de raccordement décrivant les conditions du raccordement et un contrat d'injection décrivant les conditions de l'injection doivent être conclus entre l'exploitant et l'acheteur de biométhane conformément aux dispositions réglementaires encadrant les conditions de contractualisation entre producteurs de biométhane et fournisseurs de gaz naturel.

La canalisation de biométhane fera l'objet d'un marquage renforcé de type borne jaune et d'une signalétique avertissant que le gaz transporté n'est pas odorant sur cette section.

ARTICLE 7.4.8. MUR COUPE FEU

Un mur coupe-feu REI120 est positionné au sud-est de l'installation d'épuration du biogaz. Ce mur a une hauteur de 3 mètres, il est conçu pour protéger des effets thermiques d'un jet enflammé suite à rupture d'une canalisation de biogaz à l'entrée du dispositif d'épuration, et doit résister à la surpression qui pourrait résulter d'une explosion d'un nuage de gaz dans le conteneur d'épuration.

CHAPITRE 7.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.2. RÉTENTIONS ET CONFINEMENT

L'installation est munie d'une zone de rétention étanche, réalisée en enrobé et délimitée par des merlons recouverts de géomembrane, allant de la cuve de mélange à la zone d'ensilage destinée à retenir à l'intérieur du site les digestats ou matières en cas de débordement, déversement accidentel ou perte d'étanchéité d'un post-digester, d'un digester, d'une cuve de stockage de matières liquides correspondant à 50 % du volume total des installations dans cette zone, soit **un volume minimal de 24 776 m³ (dont 691 m³ sont affectés à la récupération des eaux d'extinction incendie)**.

Les installations et stockages qui ne se trouvent pas dans cette zone de rétention sont munis de leur propre rétention ou dispositif de détection de fuite selon la réglementation en vigueur (article 42 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009). L'exploitant réalise et transmet à l'inspection après la fin des travaux, un dossier des ouvrages exécutés (DOE) de rétention et/ou détection de fuite exécutés de l'ensemble du site et des sites de stockage déportés. Ce DOE comprend notamment le contrôle par un organisme tiers, compétent en la matière, des sites de stockage déportés assurant leur conformité vis-à-vis de la réglementation en vigueur (article 42 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009) avant leur mise en service et un métrage de la capacité de rétention de la zone de rétention du site de FONTAINE-LE-DUN par un géomètre expert et le calcul du volume de la zone de rétention étanche réalisée. Le géomètre expert vérifie la conformité de la zone de rétention au volume minimum de rétention.

L'exploitant met en place les mesures techniques et organisationnelles visant à assurer le maintien en permanence de la capacité de rétention minimale.

Toutes les cuves sont aériennes sauf la cuve de réception qui est semi-enterrée.

Le bassin de stockage des jus d'ensilage et des eaux souillées est constitué d'une double membrane et fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité avant sa mise en service.

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La cuve de réception semi-enterrée est équipée d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10^{-7} mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.

Le DOE mentionné dans les présentes prescriptions précise la perméabilité mesurée lors de la réalisation des travaux et le cas échéant si une géomembrane avec détecteur de fuite a été installée.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont fermés par un dispositif d'obturation automatique. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

ARTICLE 7.5.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, des installations de combustion et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.

Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place.

Ce programme inclut notamment, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.

ARTICLE 7.5.4. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.5.5. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétentions.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

ARTICLE 7.5.8. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU MÉLANGES DANGEREUX

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7.6.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 7.6.2. TRAVAUX

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriés.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément dessinée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signes par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Avant la remise en service de l'équipement ayant fait l'objet des travaux mentionnés ci-dessus, l'exploitant vérifie que le niveau de prévention des risques n'a pas été dégradé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'explosion ou d'incendie, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.6.3. CONTENU DU PERMIS D'INTERVENTION, DE FEU

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;

- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

ARTICLE 7.6.4. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.5.2 « rétention et confinement » ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

ARTICLE 7.6.6. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.6.7. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement à une fréquence minimale annuelle selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers dans chaque local, comme prévu à l'article 7.2.1 « localisation des risques » du présent arrêté ;
- des extincteurs appropriés aux risques à défendre et répartis sur tout le site, à raison d'un appareil pour 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau, bien visibles et facilement accessibles et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- d'un extincteur approprié au risque électrique à proximité de l'armoire électrique ;
- d'une réserve d'eau incendie de 120 m³, située à proximité du bâtiment de bureaux à l'angle sud-est du site. Cette réserve dispose d'une prise directe d'aspiration de diamètre de 100 mm conformes aux normes en vigueur et orientée vers la plateforme d'aspiration pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve ;
- Une plateforme d'aspiration aménagée à proximité de la réserve d'eau incendie et en dehors des flux thermiques générés par le risque à défendre. Cette plateforme d'une superficie minimale de 32 m² (8m de longueur sur 4 m de largeur) permet la manœuvre des engins pompier et l'utilisation du matériel le plus aisément, présente une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kN et est desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres. Tout stationnement sur cette aire est interdit ;
- un point de piquage muni d'un demi-raccord AR de 100 mm (tenons fixes en position haute et basse) par tranche de 120 m³ ;
- la hauteur géométrique d'aspiration est limitée à 6 mètres dans le cas le plus défavorable ;
- la réserve d'eau est protégée par une clôture, munie d'un portillon d'accès afin d'interdire l'accès à la structure ;
- d'un panneau inaltérable et visible blanc sur fond rouge de dimension 30 cm x 50 cm composé soit d'un disque, soit d'un rectangle de type « panneau d'indication » signale la réserve d'eau incendie et la plateforme d'aspiration en précisant le volume d'eau disponible ;
- la réserve d'eau incendie ainsi que la plateforme d'aspiration sont réceptionnés dès la mise en fonctionnement des installations par le service d'incendie et de secours ;
- d'une signalisation durable indiquant les différentes installations d'extinction ;
- d'un système de détection automatique d'incendie, présence d'au moins un détecteur de fumée par local technique.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie qui sont maintenus en bon état de fonctionnement conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant établit un plan de lutte contre l'incendie, actualisé autant que de besoin, comportant notamment les modalités d'alerte, d'intervention de son personnel et, le cas échéant les modalités d'évacuation.

ARTICLE 7.7.4. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation.

ARTICLE 7.7.5. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Une astreinte opérationnelle 24h/24 est organisée sur le site. En dehors des horaires d'ouvertures, le système automatisé de l'installation transmet les alarmes via les dispositifs connectés à l'opérateur de l'installation formé pour la gestion du site en poste. Plusieurs opérateurs sont formés à l'astreinte. L'astreinte permet la réactivité et l'intervention en moins de 30 minutes des équipes si besoin.

Une procédure d'astreinte d'intervention en cas de défaut de fonctionnement de l'installation et de mise en sécurité est établie et transmise à l'inspection. Le personnel d'astreinte dispose d'une tablette permettant d'accéder à la supervision (alarmes remontées) et d'intervenir via la tablette en ajustant les paramètres de réglages et si besoin d'intervenir sur le site.

**TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES INSTALLATIONS DE
L'ÉTABLISSEMENT****CHAPITRE 8.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA MÉTHANISATION**

Les installations de méthanisation sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Elles doivent également respecter les dispositions suivantes.

ARTICLE 8.1.1. MATIÈRES ET DÉCHETS AUTORISÉES A L'ADMISSION DANS L'INSTALLATION DE MÉTHANISATION

L'installation est autorisée à traiter **140 000 tonnes par an de déchets** et autres matières nécessaires au procédé.

Les matières premières autorisées sont précisées dans le tableau suivant :

code déchet	Libellé du code déchet	Nature du déchet
02 01 01	boues provenant du lavage et du nettoyage	Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312
02 01 02	déchets de tissus animaux	
02 01 03	déchets de tissus végétaux	
02 01 06	fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site	
02 01 07	déchets provenant de la sylviculture	
02 01 99	autres	Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312
02 02 01	boues provenant du lavage et du nettoyage	Effluents et eaux de lavage des IAA Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312
02 02 02	déchets de tissus animaux	
02 02 03	matières impropres à la consommation ou à la transformation	Graisses de step IAA, rebus de fabrication des IAA, biodéchets, aliments pour animaux (croquettes), matières stercoraires Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312
02 03 01	boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation	Refus de tamisage de step IAA, Effluents et eaux de lavage des IAA Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312
02 03 02	déchets d'agents de conservation	
02 03 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation	Pulpes de betteraves, purées de pelage de pommes de terre et de betteraves, légumes cuits et crus, biodéchets IAA, graisses IAA, rebus de fabrication des IAA Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312

code déchet	Libellé du code déchet	Nature du déchet
02 05 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation	Lactosérum, lait, fromages, etc. Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312

code déchet	Libellé du code déchet	Nature du déchet
02 06 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation	Rebus de pâtes, pâtisseries, pain... Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312
02 06 02	déchets d'agents de conservation	
02 07 01	déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières	Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312
02 07 02	déchets de la distillation de l'alcool	Drêches de brasserie
02 07 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation	Rebus d'alcool, marcs de fruits Sauf les boues d'épuration définies à l'article R 543-312
04 01 01	déchets d'écharnage et refentes	Déchets de carmasse (graisses)
04 01 02	résidus de pelanage	
04 02 10	Matières organiques issues de produits naturels (graisse, cire)	Uniquement ceux qui sont d'origine animale ou végétale et de même nature qu'un biodéchet.
16 03 06	déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05	Uniquement ceux qui sont collectés séparément et ne sont pas de propriétés différentes des autres déchets admis tel que prévu par l'article L.541-21 du CE.
16 10 02	déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01	Uniquement ceux qui sont collectés séparément et ne sont pas de propriétés différentes des autres déchets admis tel que prévu par l'article L.541-21 du CE.
16 10 04	concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03	Uniquement ceux qui sont collectés séparément et ne sont pas de propriétés différentes des autres déchets admis tel que prévu par l'article L.541-21 du CE.
19 06 03	liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux	Sauf ceux issus du traitement des ordures ménagères résiduelles (ex.Tri-Mécano-biologique) ou de boues de d'épuration définies à l'article R 543-312
19 06 04	digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux	Sauf ceux issus du traitement des ordures ménagères résiduelles (ex.Tri-Mécano-biologique) ou de boues de d'épuration définies à l'article R 543-312
19 06 05	liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux	
19 06 06	digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux	
19 08 09	mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des huiles et graisses alimentaires	Mélanges huiles et graisses alimentaires
20 01 08	déchets de cuisine et de cantine biodégradables	Biodéchets
20 01 25	huiles et matières grasses alimentaires	Graisses et huiles des restaurants
20 02 01	déchets biodégradables	
20 03 02	déchets de marchés	Uniquement les biodéchets

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celle mentionnée dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance du préfet.

ARTICLE 8.1.2. MATIÈRES ET DÉCHETS NON AUTORISÉES A L'ADMISSION SUR L'INSTALLATION DE MÉTHANISATION

L'admission des déchets suivants est interdite :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les sous-produits de catégorie 1 définis à l'article 4 du règlement RE 1069-2009 ;
- les déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- les boues de stations d'épuration urbaines et industrielles répondants à la définition de l'article R.543-312 du code de l'environnement ;
- les déchets d'activité de soins ;
- Les déchets de ou issus d'ordures ménagères qui ne seraient pas issus d'une collecte sélective de biodéchets ;
- cultures alimentaires ou énergétiques au sens de l'article D. 543-291 et suivants du code de l'environnement.

Les déchets ou matières végétales non listés à l'article 8.1.1 qui ne sont pas mentionnés ci-dessus sont soumis à l'avis de l'inspection avant toute admission.

ARTICLE 8.1.3. RÈGLES D'ADMISSION

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières et déchets admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise. Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'information préalable contient à minima les éléments suivants pour la caractérisation des déchets et matières entrantes :

- source et origine des déchets ou de la matière ;
- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;
- dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n°1069-2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069-2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;
- son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;
- les conditions de son transport ;
- le code du déchet conformément la liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux ;
- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site ;
- Les analyses en éléments trace métalliques et composés trace organiques à l'exception des effluents d'élevages, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.

ARTICLE 8.1.4. ENREGISTREMENT LORS DE L'ADMISSION

Conformément aux dispositions des articles R. 541-42 à R. 541-45 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un ou plusieurs registres chronologiques de la réception des déchets non dangereux établi conformément aux dispositions nationales établies par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations à suivre.

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

1. Leur désignation et le code des déchets indiqué dans la liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux ;
2. La date de réception ;
3. Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ;
4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial y compris en interne ;
5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;
6. Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R. 541-50 du code de l'environnement ;
7. La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;
8. La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;
9. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.5. RÉCEPTION DES MATIÈRES ET DECHETS

L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des déchets et matières entrantes. À défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume) des matières produites sur son site (boues de step interne et digestat liquide) et recyclés en interne.

Les modalités de réception des matières entrantes sont décrites dans l'article 8.1.3 « règles d'admission » du présent arrêté.

Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agro-alimentaires fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.

ARTICLE 8.1.6. RÈGLES D'ENTREPOSAGE ET DE STOCKAGE

Article 8.1.6.1. Déchets et Matières entrants

Le déchargement des déchets ou matières entrants solides est réalisé :

- dans 3 trémies de réception équipées de broyeur végétaux pour les matières végétales solides non sous-produits animaux (SPAN), majoritairement des pulpes de betteraves ;
- sur la plateforme d'ensilage puis ensilées et bâchées pour les matières végétales solides non sous-produits animaux (SPAN), majoritairement des pulpes de betteraves ;
- dans la trémie de réception du bâtiment de réception alimentant un broyeur avant introduction dans la fosse de réception pour les SPAN tels que les viscères, déchets de tissus animaux etc...

Le sol du bâtiment de réception et les aires de stockage de la plate-forme d'ensilage sont imperméabilisés et étanches afin d'éviter tout écoulement d'effluents liquides. Les zones de déchargement sont équipées des moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site de l'installation.

Les déchets ou matières entrantes liquides et pâteuse dont SPAN sont déchargées dans la fosse de réception du bâtiment de réception pour les lisiers, le sang, etc.

Le déchargement des matières susceptibles de générer des nuisances se fait au moyen d'un dispositif qui isole celles-ci de l'extérieur ou par tout autre moyen équivalent.

Le bâtiment de réception des matières entrantes est relié à une installation de traitement des odeurs.

Les trémies destinées à la réception des matières odorantes et les équipements de préparation de ces matières sont situées dans un bâtiment fermé.

La plate-forme d'ensilage des matières végétales solides non SPAN est couverte par bâche.

Les émissions odorantes sont confinées et traitées de manière adéquate.

ARTICLE 8.1.7. CONDITIONS D'EXPLOITATION

Article 8.1.7.1. Meilleures Techniques Disponibles (MTD)

L'exploitant de l'unité de méthanisation est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles définies dans les conclusions du BREF WT (traitement des déchets) publiées au JOUE du 17 août 2018 et les arrêtés ministériels associés du 10 août 2010 modifié (relatif aux installations de méthanisations soumises à autorisation au titre des ICPE) et 17 décembre 2019 (relatif aux MTD applicables aux installations de traitement de déchets).

ARTICLE 8.1.8. SURVEILLANCE DU PROCÉDÉ DE MÉTHANISATION

Chaque digesteur est équipé de dispositifs de mesure en continu de la température des matières de fermentation et de contrôle en continu de la pression en biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

La pression relative du biogaz à l'intérieur des digesteurs et des post-digesteur est de 30 mbar maximum.

Un report d'alarme se met automatiquement en place dès qu'une détection se déclenche. Le report est effectué vers un local de conduite des équipements.

Un système d'astreinte est mis en place, avec report des alarmes sur les téléphones des agents d'astreinte, permettant une intervention rapide.

ARTICLE 8.1.9. PHASE DE DÉMARRAGE DES INSTALLATIONS

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009.

ARTICLE 8.1.10. PRÉCAUTIONS LORS DU DÉMARRAGE

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

ARTICLE 8.1.11. INDISPONIBILITÉS

En cas d'indisponibilité des installations supérieure à 2 jours, l'exploitant évacue les matières en attente de méthanisation, susceptibles de provoquer des nuisances au cours de leur entreposage vers des installations de traitement dûment autorisées.

Les durées de fonctionnement de la torchère et les durées d'indisponibilité du poste d'injection sont enregistrées dans un document tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.12. TRAITEMENT DU BIOGAZ

Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H_2S , ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.

ARTICLE 8.1.13. SYSTÈME D'ÉPURATION DU BIOGAZ

Le système d'épuration du biogaz en biométhane est conçu, exploité, entretenu et vérifié afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à 1 % en volume du biométhane produit ramenée à 0,5 % à compter du 1^{er} janvier 2025. Une évaluation annuelle est réalisée afin de s'assurer du respect de ces valeurs dont le rapport sera transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.14. COMPOSITION DU BIOGAZ

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH_4 et H_2S du biogaz produit est mesurée en continu en sortie de l'installation d'épuration du biogaz. Ce dispositif de mesure est contrôlé et calibré annuellement et étalonné à minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent.

La concentration en H_2S du biogaz en sortie de la désulfuration ne peut être supérieure à 300 ppm.

La concentration en H_2S du biogaz en sortie des installations d'épuration du gaz respecte les valeurs limites fixées par le gestionnaire de réseau. Les éléments justificatifs sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.15. COMPTAGE DU BIOGAZ

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié à minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.16. DESTRUCTION DU BIOGAZ

L'installation dispose d'une torchère afin de procéder à la destruction du biogaz :

- en cas d'impossibilité temporaire de valoriser le biogaz produit ;
- en cas de déclenchement dit "niveau haut" à 98 % (seuil de déclenchement : 7 mbar) ;
- si le débit total de biogaz ne peut être consommé par l'épurateur.

La torchère constitue une installation de secours. Tous les moyens sont mis en œuvre pour éviter la destruction de biogaz.

La torchère a un débit de 2 000 m^3/h et est munie d'un arrête-flammes conforme à la norme NF EN ISO n° 16852 ou NF ISO 22580. Elle se situe à une distance supérieure à 10 m des limites de propriété et à une distance supérieure à 10 m des installations de combustion, des installations mettant en œuvre des matières combustibles et inflammables et du poste d'injection.

Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un organisme agréé à une fréquence définie à l'article 7.5.3.

CHAPITRE 8.2 INSTALLATIONS CONNEXES DE STOCKAGE DES DIGESTATS SUR SITE OU DÉPORTÉS

Les installations de stockage connexes (y compris déportés) sont ceintes d'une clôture de 2 m de haut, de manière à interdire toute entrée non autorisée. Une plantation de haies en strate arbustive et arborée avec des essences locales est mise en place pour le stockage situé sur la commune de Sotteville-sur-Mer afin de constituer un écran visuel, notamment tout autour de la lagune et le long du chemin de randonnées.

Pour les autres installations de stockage (y compris déporté), l'exploitant prend les dispositions appropriées permettant d'intégrer l'installation dans le paysage. Il tient notamment compte des prescriptions des autorisations d'urbanisme (permis de construire, déclaration d'urbanisme...) et/ou des demandes locales justifiées. L'exploitant met en œuvre si nécessaire, un écran visuel sur le périmètre des installations de stockage connexes en plantant des haies arbustives et arborées avec des essences locales.

Les espaces verts sont entretenus aussi souvent que nécessaire sur chacun des stockages déportés. L'emprise exacte des installations connexes est clairement délimitée et reportée sur des plans tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site principal de méthanisation.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

Les ouvrages de stockage déporté de digestats sont également équipés d'un dispositif de couverture intégrale. Les installations et stockages sont munis de leur propre rétention ou dispositif de détection de fuite selon la réglementation en vigueur (article 42 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation)

La lagune de stockage de digestat est équipée d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée à minima tous les 5 ans pour assurer l'étanchéité du fond, et un système de drains sous-jacents permet de récupérer les éventuelles fuites. Le transfert du digestat du stockage vers les équipements de transport ou d'épandage se fait via un système de vannes, une zone de collecte étanche est prévue pour récupérer les éventuelles égouttures. Pour prévenir tout risque de débordement lors du remplissage du stockage, le niveau est surveillé par un témoin de niveau. Une procédure d'empotage/dépotage est établie et les consignes sont affichés sur tous les sites de stockage pour son application par tous les utilisateurs.

Le stockage fait l'objet d'une surveillance périodique, par l'agriculteur partenaire et les chauffeurs de citernes, afin de rapidement signaler toute anomalie. Les équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement.

Les abords du stockage sont maintenus propres et exempts de matière potentiellement fermentescible et notamment entre les phases de chargement et de déchargement de digestat pour prévenir les nuisances olfactives.

Comme le prévoit l'article 9.1.2.4 point 3° (programme prévisionnel, analyse ,bilan), les analyses de la valeur agronomique des digestats sont réalisés avant épandage et représentatives des digestats épandus.

Tous les équipements de stockage de digestats sont conformes aux prescriptions prévues à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation.

Les eaux pluviales provenant des toitures des ouvrages de stockage ne doivent en aucun cas entrer en contact avec les digestats ; elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les stockages connexes de digestats (y compris déportés) doivent être accessibles aux camions bennes, aux camions citernes visés à l'article 3.2.5 (transport des matières entrantes) et à l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent alinéa, on entend par « accessible » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur des installations de stockage connexes (y compris déportés) suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des camions susvisés et des engins de secours et leur mise en œuvre.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant des installations connexes n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

TITRE 9 - ÉPANDAGE

CHAPITRE 9.1 CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les déchets ou effluents à épandre sont constitués exclusivement des digestats bruts liquides issus de l'installation de méthanisation. Aucun autre déchet ou effluent (y compris les digestats issus de l'installation de séparation de phase) ne pourra être épandu.

Seul peut être épandu le digestat brut présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et dont l'application ne porte pas atteinte, directement ou indirectement, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques, ni à la qualité des eaux souterraines.

Les digestats destinés à l'épandage sur terres agricoles font l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées ci-après, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. L'épandage est effectué par un dispositif permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.

L'épandage de digestats sur ou dans les sols agricoles doit être réalisé dans le respect du programme d'action Directive Nitrates à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- BIONORROIS et le prestataire réalisant la totalité des opérations d'épandage ;
- BIONORROIS et agriculteurs exploitant les terrains épandus.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée. Ils sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées.

En cas de non-conformités des digestats par rapport aux prescriptions du présent arrêté, ceux-ci sont traités en tant que déchets dans une filière autorisée.

Une filière alternative dûment autorisée d'élimination ou de valorisation des digestats est mise en œuvre en cas d'impossibilité temporaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 9.1.2. CONDITIONS PARTICULIÈRES DE L'ÉPANDAGE

Article 9.1.2.1. Caractéristiques de l'épandage de l'installation

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses digestats sur le sol des 228 communes de Seine-Maritime sur les terres agricoles figurant sur le plan joint au dossier de demande complété, et dont la liste des parcelles cadastrales est annexée au présent arrêté. La surface d'épandage autorisée correspond à 16176,26 hectares.

Les épandages non autorisés par le présent arrêté sont interdits.

Toute modification du périmètre d'épandage ou de la nature des digestats à épandre (M.S, teneur en azote, phosphore, etc) au regard des caractéristiques estimées décrites dans le dossier de demande d'autorisation doit faire l'objet d'une mise à jour de l'étude préalable complétée par l'accord écrit des exploitants agricoles des parcelles pour la mise en œuvre de l'épandage dans les conditions envisagées. Cette modification d'étude préalable doit être transmise dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées (dans le cadre du programme prévisionnel, du bilan ou par un porter à connaissance en cas de modifications significatives).

Les modifications significatives ne pourront être mises en œuvre qu'après modification, actée par lettre préfectorale ou arrêté préfectoral le cas échéant après enquête et ou consultation du public selon le caractère substantiel de la modification apportée au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement, du plan d'épandage annexé au présent arrêté.

Les tonnages épandus respectent les valeurs maximales suivantes :

- 99 000 m³ par an de digestats bruts liquides, soit 5247 t de M.S ;
- représentant 495 tonnes par an d'azote et 149 tonnes de phosphore par an.

Article 9.1.2.2. Périodes et distances d'épandage

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux cultures en les adaptant aux besoins liés au cycle de la plante, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses ;
- à empêcher un engouffrement rapide via une bétouille ou un karst.

En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eau souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes d'interdiction définies en application de la directive nitrates, et notamment par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole dans la région Normandie ;
- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

Durant ces périodes, la société BIONORROIS stocke les digestats sur le site principal de FONTAINE-LE-DUN ou dans les installations connexes de stockage déporté, dans le respect des prescriptions du présent arrêté, notamment celles du chapitre 8.2 « installation connexe de stockage des digestats ».

Le dépôt temporaire de digestats liquides, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, est interdit, même dans l'attente de leur épandage.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1321-2 du code de la Santé Publique, l'épandage de déchets ou d'effluents respecte les distances et délais minima ci-après :

DISTANCES :

Nature des enjeux à protéger	Distance minimale — Domaine d'application
Ouvrages destinés à la distribution d'eau : Puits, forage, source, aqueduc transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères.	<ul style="list-style-type: none">• 35 mètres si la pente du terrain est inférieure à 7 %• 100 mètres si la pente du terrain est supérieure ou égale à 7 %

Nature des enjeux à protéger	Distance minimale — Domaine d'application
Cours d'eau et plan d'eau	<ul style="list-style-type: none"> 35 mètres des berges si la pente du terrain est inférieure à 7 % 200 mètres des berges si la pente du terrain est supérieure ou égale à 7 %
Lieux de baignade	200 mètres
Sites d'aquaculture (pisciculture, zone conchylicoles et piscicultures cressonnières)	500 mètres en amont hydraulique
Falaises	100 m du bord des falaises
Marnières et bétouilles existantes et validées	35 m
Habitation ou local occupé par des tiers, zone de loisirs et établissement recevant du public	<ul style="list-style-type: none"> 50 mètres en l'absence de nuisance olfactive 100 mètres en cas de digestats odorants

DÉLAIS :

	Délai minimum de réalisation des épandages
Herbages ou cultures fourragères	<p>Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères en cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.</p> <p>Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères si autres cas.</p>
Terrain affecté à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers	Pas d'épandage pendant la période de végétation.
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru.	<p>Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même en cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.</p> <p>Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même si autres cas.</p>

Article 9.1.2.3. Les règles d'épandage

L'exploitant utilise du matériel adapté (pendillard, quadriferti, enfouisseur, etc.) pour permettre un épandage du digestat avec enfouissement rapide dans les sols.

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;
- des teneurs en éléments fertilisants dans les sols, dans les sous-produits et dans les autres apports ;
- des teneurs en éléments ou substances indésirables dans les sous-produits à épandre ;
- des flux cumulés en éléments ou substances indésirables ;
- de l'état hydrique du sol ;
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années ;
- des besoins des sols.

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global), toutes origines confondues, respectent le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates agricoles en vigueur ou ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- sur prairies naturelles, ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 170 kg/an/hectare de surface agricole utile ;
- 50 kg d'N disponible / ha / an avant ou sur CIPAN et dérobées ;
- 50 kg d'N disponible / ha / an devant colza en été / automne ;
- 30 kg d'N disponible / ha / an devant céréale à l'automne (après précédente céréales) ;
- sur les autres cultures : 120 kg d'N efficace/ha /an (sauf betteraves 150) ;
- sur les cultures de légumineuses et colza au printemps : aucun apport azoté.

La dose moyenne d'azote des digestats épandus représentera environ 85 kgN/ha/an, soit 18,47 m³/ha/an de digestats liquides.

Les doses de digestats épandus respectent également les valeurs suivantes :

Cultures / Période	Doses maximales	Doses moyennes
Céréales d'hiver / été-automne	8,7 m ³ /ha	7,5 m ³ /ha
Colza / été-automne	14,5 m ³ /ha	11 m ³ /ha
CIPAN, cultures dérobées / été-automne	14,5 m ³ /ha	14,5 m ³ /ha
Cultures en place / printemps	23 m ³ /ha	20 m ³ /ha
Cultures de printemps / printemps	34 m ³ /ha	25 m ³ /ha
Prairie/ printemps	34 m ³ /ha	28 m ³ /ha

L'exploitant réalise une cinétique de minéralisation du carbone et de l'azote sur un échantillon représentatif du digestat brut en année de caractérisation ou en cas d'évolution de la qualité du digestat brut afin d'ajuster les doses d'épandage

Les digestats ne peuvent être épandus :

- sur des sols dont le pH (avant épandage) est inférieur à 6, sauf lorsque les 3 conditions (dérogation mentionnées à l'article 39 point 4 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié) suivantes sont simultanément remplies :
 - ✓ le pH du sol est supérieur à 5 ;
 - ✓ la nature des déchets ou effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure à 6 ;
 - ✓ le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 (de l'annexe VII a de l'arrêté du 17 août 1998) ci-après ;
- si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant dans le tableau 2 ci-après ;
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet ou l'effluent excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1a, 1b ou 1c ci-dessous ;
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets ou les effluents sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1a ou 1b ci-dessous ;
- dès lors que les apports de phosphore (exprimés en P₂O₅), toutes origines confondues, dépassent 800 kg de P₂O₅/ha sur 10 ans sur terres labourées et 500 kg de P₂O₅/ha sur 10 ans sur prairies permanentes ».

Lorsque les déchets ou effluents sont épandus sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, est celui du tableau 3 ci-dessous :

- dès lors que les digestats contiennent des éléments ou substances indésirables autres que ceux listés ci-après.

Tableau 1a : Teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les digestats à épandre

Éléments traces métalliques	Valeur limite dans les déchets ou effluents (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m²)
Cadmium	10	0,015
Chrome	1000	1,5
Cuivre	1000	1,5
Mercure	10	0,015
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3000	4,5
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	4000	6

Tableau 1b : Teneurs limites en composés-traces organiques dans les digestats à épandre :

Composés-traces organiques	Valeur limite ou effluents dans les déchets (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans	
	Cas général	Épandage sur pâturage	Cas général	Épandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

Tableau 1c : Teneurs limites en éléments microbiologiques dans les digestats à épandre

Éléments microbiologiques	Valeur limite dans les digestats
Salmonella	absence dans 25 g n=5 ; c=0 ; m=0 ; M=0
Escherichia Coli	n=5 ; c=1 ; m=1 000 ; M= 5 000 dans 1g

n = le nombre d'échantillons à tester ;

m = la valeur-seuil pour le nombre de bactéries. Le résultat est considéré comme satisfaisant si le nombre de bactéries dans la totalité des échantillons n'excède pas m ;

M = la valeur maximale du nombre de bactéries. Le résultat est considéré comme non satisfaisant si le nombre de bactéries dans un ou plusieurs échantillons est supérieur ou égal à M ;

et c = le nombre d'échantillons dans lesquels le nombre de bactéries peut se situer entre m et M, l'échantillon étant toujours considéré comme acceptable si le nombre de bactéries dans les autres échantillons est inférieur ou égal à m.

Tableau 2 : Valeurs limites de concentration dans les sols pouvant faire l'objet d'épandage de digestats

Éléments-traces dans les sols	Valeur Limite (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Tableau 3 : Flux cumulé maximum en éléments traces métalliques apporté par les déchets ou effluents pour les pâturages

Éléments traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	0,015
Chrome	1,2
Cuivre	1,2
Mercure	0,012
Nickel	0,3
Plomb	0,9
Sélénium (k)	0,12
Zinc	3
Chrome+cuivre+nickel+zinc	4

Les digestats sont épandus de manière homogène sur le sol. Afin de garantir ce point, les épandages sont pris en charge, ou réalisés sous le contrôle de la société BIONORROIS.

Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement dans les 24 heures.

Article 9.1.2.4. Programme prévisionnel, analyses et bilan

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi par la société BIONORROIS, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'inter-culture) sur ces parcelles ;
- une analyse des sols afin de caractériser leur valeur agronomique portant sur les paramètres :
 - matière sèche en %, matière organique en % ;
 - pH ;
 - azote global et azote ammoniacal en NH_4 ;
 - rapport C/N ;
 - phosphore total en P_2O_5 , potassium total en K_2O ;
- pour les périodes en excès hydrique, les dispositions prises par l'exploitant pour vérifier que la capacité de rétention en eau des parcelles ou groupes de parcelles sont compatibles avec l'épandage ;
- une caractérisation des digestats à épandre portant sur les quantités prévisionnelles, le rythme de production et la détermination de la valeur agronomique (matière sèche en %, matière organique en %, pH, azote global, azote ammoniacal en NH_4 , rapport C/N, phosphore total en P_2O_5 , potassium total en K_2O) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des digestats (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est adressé à l'Inspection des installations classées 1 mois avant le début des premières opérations d'épandage.

1° Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'Inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de digestats liquides épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptives et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les digestats, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

La société BIONORROIS doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des digestats produits (entreposage sur site ou stockage déporté, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

2° Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des digestats épandus, incluant un état des stocks de digestat non épandu ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses des sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sol et de système de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;
- un suivi de l'effet de substitution (bilan) apporté par les digestats sur l'utilisation d'engrais chimiques
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au préfet et aux exploitants agricoles pour les parcelles qui les concernent.

3° Les digestats sont analysés lors de la première année d'épandage, lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur quantité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques et composés organiques et tout au long de l'exploitation de l'unité de méthanisation. Les analyses des éléments-traces métalliques, des composés-traces organiques et des éléments microbiologiques sont effectuées dans un délai tel que les résultats puissent être connus avant la réalisation de l'épandage.

Les analyses portant sur la valeur agronomique sont réalisées dans le délai le plus bref avant l'épandage et tel que les résultats soient connus avant l'épandage.

Les analyses des digestats sont réalisées selon la fréquence indiquée ci-après sur une période d'une année :

Nombre d'analyses sur les digestats par an	La première année	En cas de résultats satisfaisants la première année, rythme de routine les années suivantes
Valeur agronomique, ensemble des paramètres cités dans le détail du programme prévisionnel du présent article	12 analyses en sortie de site.	6
Éléments-traces Métalliques cités au tableau 1a de l'article 9.1.2	12 analyses en sortie de site.	6
Composés-traces organiques cités au tableau 1b de l'article 9.1.2	12 analyses en sortie de site.	6
Ammoniac (uniquement pour les digestats liquides bruts)	12 analyses en sortie de site.	6
Salmonella , Escherichia Coli	12 analyses en sortie de site.	6

Sur chacun des stockages déportés, des prélèvements seront effectués pendant la première semaine d'épandage au printemps et la première semaine d'épandage à l'automne. Les échantillons seront analysés sur les paramètres « valeur agronomique », « ammoniac » et « éléments microbiologiques ». Ces échantillons feront l'objet d'un autocontrôle sur le paramètre azote avec résultats dans la journée, et d'une contre analyse en laboratoire sur l'ensemble des paramètres. Le résultat de ces analyses est communiqué à l'exploitant dans un délai de 10 jours maximum, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de résultats nécessitant une adaptation des quantités épandues, celles-ci sont adaptées dès réception du résultat.

Ces fréquences d'analyse pourront être revues en fonction des résultats obtenus la première année.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des digestats sont conformes aux dispositions définies dans une procédure écrite. Le suivi analytique de la qualité des digestats est effectué par un laboratoire indépendant.

Le volume des digestats épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont seront munies des pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

4° Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence tel que définit à l'article 38 alinéa 7 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié :

- après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ;
- au minimum tous les dix ans.

5° L'exploitant réalise un suivi de la fertilité chimique des sols tous les ans à raison d'une analyse de sol par exploitation agricole avant les épandages de digestats. Ces analyses portent sur les éléments de valeur agronomique (prévu dans le rapport).

Les cinq premières années, le suivi de la fertilisation azotée des cultures comprend une mesure de reliquat d'azote minéral dans le sol à la sortie de l'hiver sur les parcelles à raison d'une analyse pour 10 hectares concernés l'année considérée par un épandage :

- de digestats liquides au printemps sur blé en végétation ;
- de digestats liquides à l'automne, si la dose d'apport est supérieure à 50 kg N disponible / ha ;
- dans le cas d'épandage devant céréales à l'automne, un reliquat entrée hiver et un reliquat sortie hiver seront réalisés, ainsi qu'un bilan azote

Le suivi de la fertilisation azotée pourra être adapté ensuite en fonction des résultats des premières années, après accord de l'inspection des installations classées. Un conseil de fertilisation azotée est réalisé sur chacune des parcelles de suivi. Les résultats d'analyses et les conseils de fertilisation azotée complémentaire doivent être adressés sans délai aux utilisateurs.

Article 9.1.2.5. Caractéristiques générales des modalités de stockage de digestats

Les dispositifs permanents d'entreposage de digestats sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.

Les stockages des digestats bruts liquides représentent une capacité minimale totale de 6 6000 m³ (soit 8 mois de production de digestats).

Les digestats solides sont stockés sur site dans une benne à fonds mouvants de 90 m³ dans le local séparation de phase et évacués régulièrement vers une plate-forme de compostage. Leur épandage n'est pas autorisé dans le cadre de ce plan d'épandage.

Ces stockages ne doivent pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

TITRE 10 - ÉCHÉANCES

Article	Nature	Périodicité / Échéance
2.7 et 5.1.8	Déclaration Déchets (GEREP / Trackdéchets)	annuel
3.2.3	Mesure de débit d'odeur	6 mois après la mise en service puis 18 mois après l'exploitation ensuite périodiquement tous les 3 ans
6.2.3	Mesure de bruit	1 an après la mise en service des installations puis périodiquement tous les 3 ans
7.5.3	Programme de maintenance préventive et vérification périodique	Avant la mise en service des installations puis révisé a
8.1.12	Évaluation du respect des valeurs limites d'émission de méthane dans les gaz d'effluents	annuelle

(Rappel des échéances de l'arrêté préfectoral)

ANNEXES

Annexe 1 : Plan des installations de l'établissement BIONORROIS (hors installations connexes de stockage déporté de digestats)

Annexe 2 :Listes des parcelles cadastrales sur lesquelles l'épandage de digestats issus de l'établissement BIONORROIS est autorisé

**Annexe 2 : Listes des parcelles cadastrales sur lesquelles l'épandage de digestats issus de l'établissement
BIONORROIS est autorisé.**